

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

VOL. LV, No. 1 New York : tel : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 15- 22 janvier 2025

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

QUOIQUE DISENT ET FASSENT LES DIRIGEANTS HAÏTIENS L'emprise des malfrats sur le pays plus forte que jamais Le port de la capitale encore fermée

Par Léo Joseph

Le nouveau Premier ministre haïtien, Didier Fils-Aimé, à l'instar de son prédécesseur, Gary Conille, rassure le pays, quant au nouvel engagement de son gouvernement, de libérer Haïti des griffes des criminels. Il semble



Rameau Normil, le directeur général de la PNH, qui reste à prouver ses compétences.

que rien n'autorise à croire que les résultats soient différents de ses

deux prédécesseurs, Garry Conille et Ariel Henry, dont les promesses n'ont jamais abouti. Car, en dépit de la présence de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), déployée sur le territoire haïtien, depuis quelque sept mois, les gangs armés n'ont pas baissé les bras. Au contraire, le carnage le plus brutal et pléthorique a été perpétré, dans le quartier de Wharf Jérémie, dans la commune de Cité Soleil. L'isolement d'Haïti du reste du monde, qui avait pris la forme du bannissement des vols internationaux, à destination de l'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince, s'est aggravé avec la fermeture, pour une deuxième fois, du plus grand port du pays.

En effet, le plus grand port a dû cesser ses activités, sous les pressions du chef de gang de Wharf Jérémie, sans que les raisons de cette décision ne soient précisées. Mais il se répète, dans certains milieux politiques, à la

capitale d'Haïti que ce chef des malfrats aurait proféré des menaces contre ces installations affichant son mécontentement de n'avoir pas touché suffisamment d'argent versé par les autorités pour assurer la sécurité de ces installations. Cette information n'a pas été confirmée, les dirigeants



Nouveau Premier ministre, mêmes promesses que ses prédécesseurs.

haïtiens se montrant toujours avares d'informations sur leur manière de gérer la chose publi

que, l'opacité faisant la loi.

Les gérants du plus grand port du pays avaient cessé ses activités, il y a quelques semaines, à la suite du kidnapping des bandits de deux membres d'équipe d'un bateau, qui mouillait dans la rade de Port-au-Prince, attendant le signal du capitaine du port avant de commencer à commencer le débarquement des conteneurs qu'il transportait. Ces installations portuaires étaient restées fermées pendant plusieurs semaines et n'avaient repris ses opérations qu'après qu'une rançon, dont le montant n'a jamais été divulguée eut été versée aux malfaiteurs.

Haïti de plus en plus isolé, rareté de produits importés recommence

Déjà en butte aux difficultés imposées aux voyageurs par voie aérienne, obligés de suivre un trajet alambiqué, en passant par la République dominicaine d'où ils traversent en Haïti, par la frontière entre les deux pays; ou bien ils s'embarquent dans des vols, à destination du Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays, le transport de marchandises se complique encore davantage. Dans la mesure où le commerce dépend surtout du transport maritime pour s'approvisionner, l'impossi-

Suite en page 2

HAPPENINGS! From Ray Joseph's desk

Is Haiti about to regain its composure by destroying the gangs? On January 1st, marking Haiti's 221st anniversary of independence, Leslie Voltaire, the current president of the 9-member presidential council, made a "declaration of war" against the gangs that control large swaths of the land, including about 80% of the capital of Port-au-Prince and surroundings.

It was during the traditional ceremony on that day, in memory of the Haitian ancestors, held this year at the Villa d'Accueil in a suburb of Port-au-Prince, that Mr. Voltaire called on Haitians to "declare war" on the armed gangs and urged "self-reliance over dependence on foreign aid to restore national security."

It is indeed revolutionary for the president of the country to make such declaration, considering that the current gangs have been operating officially since

June 1st, 2021, when they took control of Martissant, the southern suburb of Port-au-Prince, which is the gateway to Haiti's Greater Southern region. For the country's Highway No. 2 passes through that suburb. That connects four of the 10 departments, as the mini states of Haiti are called.

Gang extension has progressed for years

As it is, President Jovenel Moïse was still in office when the gangs took control of Martissant. He did nothing to dislodge them. Then, on July 7, 2021, the president was assassinated in the bedroom of his highly protected mansion in the fashionable neighborhood of above tony Pétiyon-Ville. Though Colombian mercenaries are blamed for the daring murder of the Haitian president, it's thought

Continued to page 7

IN THE WAKE OF BIDEN'S WAVE OF PARDONS

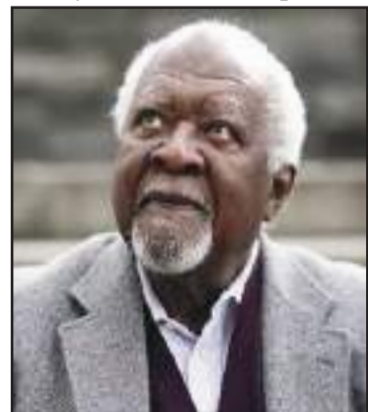
Demand for a posthumous amnesty in favor of Marcus Garvey.

Dr. Julius Garvey, his son, is deeply involved in this movement since 1987

By Léo Joseph

Since Dr. Julius Garvey, the son of Black Jamaican-born activist Marcus Garvey, launched the movement, in 1987, to have his father granted a presidential pardon, his efforts have never had as much chance of success as with the presidency of Joe Biden nearing its end. How will President Biden's successor, Donald J. Trump, to be sworn in on January 20, will react to the pardons, especially to the controversial amnesty granted by the president to his son Hunter. That has

emboldened key U.S. political sectors engaged in the pro-Garvey movement. If the political



Dr Julius Garvey

authorities previously requested as part of this process believed they had good reasons to maintain the activist's conviction, the outgoing U.S. president, believing that it is morally and politically permissible to free his son from the clutches of justice, cannot dismiss the argument of double standards which such a refusal would risk triggering.

Indeed, Marcus Garvey, Black leader, and political activist, in addition to launching the movement "Back to Africa," for American Blacks, had a

Suite en page 4

QUOIQUE DISENT ET FASSENT LES DIRIGEANTS HAÏTIENS

L'emprise des malfrats sur

le pays plus forte que jamais

Le port de la capitale encore fermée

Suite de la page 1

ibilité au plus grand port du pays de mener normalement ses activités ne va tarder à avoir un impact sérieux direct sur la disponibilité de stocks. D'où l'escalade des prix sur le marché local, à très brève échéance.

Ignorant les vraies causes de cette intervention négative de Micanor Altes, sur les prix des marchandises rendant impossible de prévoir à quel moment les bateaux vont pouvoir retourner librement au port, les usagers de ces moyens de transport doivent trouver d'autres moyens pour contourner ce problème.

Il semble que les consommateurs soient à rester durablement, à la merci des criminels, le gouvernement et les forces de sécurité se trouvant dans l'impossibilité de donner la réplique appropriée aux criminels. S'il faut effective-

ment s'attendre à ce qu'une rançon soit versée, les décideurs au pouvoir doivent accorder leurs violons avec les vraies autorités du pays avant que soit rétablie les opérations normales au plus grands port d'Haïti.

Les forces de sécurité toujours à la merci des gangs

Plus de six mois après l'arrivée de la MMAS, sous la direction de la Police du Kenya, puis renforcé par des policiers et militaires des Bahamas et de Belize en sus d'un contingent des Forces armées de Guatémala et El Salvador. D'autres pays, tels que Bangladesh, Chad et Bénin, qui ont pris l'engagement d'y participer, n'ont pas encore envoyé de troupes.

Toutefois, quoique les forces de sécurité, tant du côté des Haïtiens que de celui de la MMAS, la performance de cette combinaison fait dire à plus d'un : «

Beaucoup de bruit pour rien », tant les gangs continuent de défier



Micanor Ales ou Chef Micanor, le vrai maître de Whaf Jeremie.

les Kenyans, qui les invitent à mettre bas les armes et à se rendre aux autorités, afin d'éviter le mauvais sort qui les attend; tandis que la Police haïtienne, dans ses communiqués, ne manquent

jamais de faire état de « plusieurs bandits tués ».

Indéniablement, les opérations menées, parfois conjointement, par la Police haïtienne et la MMSA, n'arrivent pas à mettre en déroute les malfrats. Et quand ces derniers opèrent de massacres pléthores, ces actes entraînant des promesses de représailles ou de déclarations faisant croire que les auteurs de tels crimes seront « poursuivis jusque dans leurs dernières tranchées », sont toujours restées lettre morte.

Nonobstant les déclarations de la PNH et du chef de la MMSA destinées à faire trembler les bandits, ils continuent de frapper quand ils veulent et où ils veulent. À la lumière de ce qui se passe, présentement, sur le terrain, l'insécurité évolue au rythme des opérations des criminels.

Il faut, toutefois, reconnaître qu'il y a du nouveau. Contrairement à ses prédécesseurs, Alix

Didier Fils-Aimé a nommé un autre secrétaire d'État à l'Intérieur et à la Sécurité publique. Mario Andrésol, un ex-directeur général de la Police nationale, à l'instar de M. Normil, qui avait été rappelé à ce poste, après sa révocation pour incompétence. M. Andrésol a reçu de bonnes notes venues de partout, à la suite de sa nomination. Lors de son premier passage à la tête de l'institution policière, il a été félicité d'y avoir effectué un nettoyage en bonne due forme.

Cela fait longtemps que le poste qu'il avait occupé lui a été proposé, y compris celui où il est appelé à servir. Il avait toujours refusé de mordre à l'hameçon, car les décideurs avaient refusé d'accéder à ses demandes. D'aucuns pensent que sa décision d'accepter de s'embarquer dans cette fonction signifie qu'une offre lui a été faite qu'il ne peut pas refuser. Oui, on verra bien !

L.J.

LES SOUSCRIPTIONS
SONT OUVERTES
TROUVEZ LE PLAN
D'ASSURANCE SANTÉ


QUI VOUS CORRESPOND

Grâce à de nouvelles réductions des coûts dès 2025, vous pourriez économiser encore plus sur vos frais médicaux.

SOUSCRIVEZ DÈS AUJOURD'HUI



 nystateofhealth.ny.gov

 1-(855) 355-5777



La violence haïtienne et la société post-Duvalier

Par Robert Arisma

Le 28 novembre 1985, aux Gonaïves, pointa à l'horizon un sursaut populaire initié par le jeune Pollux Saint-Jean. Depuis, il sévit un état permanent et graduel d'agitations essaimées de scènes de violence. Ce qu'il est donné de constater, c'est que, comme un feu de forêt, le fléau se propage de Port-au-Prince, la capitale, aux plus reculés recoins du territoire. La situation, au départ difficilement contrôlable, peu à peu, a fini définitivement par dépasser les limites de la compétence des autorités et des forces de l'ordre. Face à l'ampleur des défis, l'arsenal stratégique nationale ayant été épuisé, les dirigeants, à plusieurs reprises, ont jugé nécessaire de recourir à la communauté internationale, sans que le problème soit résolu. À tour de rôle, les cibles des attaques ont été : la population civile et ses composantes, les partis politiques, le gouvernement, l'Armée, la Police, l'Église, les prisons et même le Palais national. La presse, vu son intérêt pour l'actualité, nous aidera à suivre la trajectoire tumultueuse du phénomène de la violence post-Duvalier. Nous étudierons, entre autres, les diverses facettes sous lesquelles elle s'est présentée, au cours de son déroulement.

Les prémices d'un climat de violence irréversible

L'article de Frantz Courtois dans *Le Matin (L-M)* du 27 septembre 2000, par une récapitulation de l'état d'esprit qui a prévalu, à la chute des Duvalier, situe le déroulement de la situation dans son cadre sociopolitique. « *Au lendemain du 7 février 1986 (...) nos masses rurales et urbaines croyaient tout bonnement se libérer du joug d'une affreuse tyrannie sous laquelle elles avaient appris à plier l'échine. Mais encore, une autre encore plus inhumaine, les attendait au bout d'un long et horrible chemin.* »

Dès le début, la chute de la dictature avait inspiré les masses de leur pouvoir de convocation. Du coup, les rues étaient littéralement occupées à longueur de semaine. L'enjeu : le contrôle de la souveraineté nationale. Person ne ne voulait céder à l'autre, ne fut-ce qu'une once de cette souveraine

té. L'Armée, à cet égard, était en pleine compétition avec les masses. Elle pensait avoir été la vraie instigatrice du départ du dictateur. Le peuple, de son côté, se disait en être les vrais moteurs voyant au contraire l'Armée comme l'allié de l'ancien régime.

Les anciens prisonniers politiques misaient sur leur lutte, face à une presse aguerrie, qui se bombait le torse, en magnifiant son pouvoir de mobilisation. Mais, enfin, un dernier courant fera croire que ni l'un ni l'autre n'en était l'auteur. Les Américains auraient ravi ce droit et seraient passés comme la vraie force de dissuasion qui pouvait amener le dictateur à cesser de *kanpe rèd kou ke makak*. On peut alors parler d'une bataille dialectique qui n'allait pas tarder à se transformer en une dialectique de combat sur fond d'affrontements politiques ardus.

Sur l'échelle nationale, le mot d'ordre portait sur le *dechou kaj* du duvaliérisme macoute. Les objectifs visaient à *démacoutiser*, à *déduvaliériser*, via un rouleau compresseur muni d'un moteur tournant au rythme du *van tanpèt* qui ne pardonnait à personne d'avoir pactisé avec le régime. L'instrument de prédilection a été symbolisé par le recours au *Père Lebrun*. Ce duo (*Père Lebrun / déchoukaj*) fonctionnait à plein régime et constituait, dirait-on, la principale préoccupation des masses urbaines orientées par certains politiciens qualifiés généralement de pêcheurs en eau trouble.

Peu à peu, l'Armée s'invitait dans la mêlée, tentant de rétablir l'ordre, mais, était, elle aussi, perçue comme faisant partie du problème. **Avec l'expiration du délai accordé pour l'organisation d'élections démocratiques, en 1987, il était clair que la velléité a été de garder indéfiniment le pouvoir pour reproduire les pratiques duvaliériennes. Dans la foulée, loin d'atteindre le climat de calme unilatéralement sollicité, les FAd'H se sont impliquées dans des événements majeurs – tels les massacres du 26 avril 1986, de Saint-Jean-Bosco, le 11 septembre 1988, sans omettre les assassinats de leaders politiques et de militants – susceptibles de faire accroître l'inquiétude et, par voie de conséquence, les troubles à l'ordre public.**

Le triomphe du vote populaire, en 1990, allait rendre aux

masses leur plein droit d'exercer la pression sur ce qu'il restait de réserve aux anciens duvaliéristes, à leurs représentants et à la bourgeoisie. La suppression des chefs de section par Aristide, en 1991 a renforcé le pouvoir des membres des Conseils d'administration des sections communales (CASEC) prévus par la Constitution sur les populations de l'arrière-pays. Mais ces derniers n'avaient pas encore pleinement intégré les limites de leur fonction. Il y avait un vide partout à travers les régions à combler.

Dans les communes éloignées des chefs-lieux départementaux, lorsque vous demandez à un maire ce que l'on faisait des individus arrêtés, il vous répondait que la zone était suffisamment paisible pour ne pas avoir à s'inquiéter ; mais que, si l'on devait placer un quelconque inculpé en détention préventive, cela poserait de graves difficultés logistiques. Pour des populations de 20 à 30 000 habitants, il n'y avait que deux ou trois policiers parfois sans un campement pour les héberger. La population vivait alors *sous la protection divine*. Décrivant la scène, *Le Nouvelliste (LN)* du 25 mai 1999 rapporte : « *Pas de police routière, nombreux sont les commissariats ou sous-commissariats de provinces sous-équipés ou pas équipés du tout; certaines zones n'ont pas jusqu'ici bénéficié du déploiement de la force de police... Les bandits ont beau jeu* ».

Les barrières étaient donc largement ouvertes à l'éclatement des contradictions et des antagonismes ! Entre-temps, le chômage, la vie chère, la faim envahissent le pays. Des jeunes, parmi lesquels, des gaillards ayant femmes et enfants en souffrent. Pour certains, ils trouvent un pis-aller dans les petits démêlés comme le commerce ambulancier, les travaux de ménage, l'embarquement des véhicules en partance pour les provinces, le nettoyage de chaussures, etc. Les enfants en haillons, victimes d'abus chez des personnes qui les gardaient, sont déversés dans les rues où ils ne sont pas mieux traités. À part quelques Organisations non-gouvernementales (ONG) humanitaires, la situation n'a jamais été perçue comme un problème à résoudre, ni par la société ni par l'État.

LN du jeudi 20 octobre

2005 reprenant les termes d'un rapport de l'Unicef Haïti, indique le chiffre de « 50 000 enfants en âge scolaire qui n'ont pas accès à l'éducation alors que 173 000 sont en domesticité. Le quotidien informe que 2 000 par an sont victimes de trafic en République dominicaine, 200 000 enfants de moins de 14 ans sont orphelins ». La nature ayant horreur du vide, les secteurs mafieux, qui rôdaient tout autour, n'allaient pas tarder à identifier la faille en s'y installant pour prendre le contrôle de la situation.

Profitant des changements d'ordre démographique et économique, des modifications dans le système des valeurs, tant symboliques que matérielles, un nouveau paysage a été créé. Les villes, notamment Port-au-Prince, s'empressent, accumulant bidonvilles sur bidonvilles. L'absence de plan de contingence venant des collectivités territoriales aboutit à un vaste désordre qui se constate dans la gestion de l'environnement. Les agglomérations de la zone métropolitaine vivaient dans un espace saturé et mal entretenu, au point que se déplacer d'un point à l'autre de la capitale devenait un vrai calvaire. Les montagnes de détritus s'empilent dans les rues, accroissant les embouteillages.

L'augmentation de la misère et du taux de chômage entraînent un déficit d'autorité au niveau parental. Les mœurs se dégradent, faisant place aux dérives de toutes sortes. De plus en plus de jeunes sombrent dans la délinquance, entraînant un dénivellement drastique au niveau sociétal. Plus tard, ce sont les institutions qui seront infestées. Ces situations, inchangées empirant d'année en année, ont ouvert la voie à l'incivisme, à la prostitution massive, aux cas de vols, de viols, à la consommation et au trafic des produits illicites, à la corruption, puis, au crime organisé.

La criminalité ou la manifestation d'une violence organisée

Dès les débuts, chez la gent adulte, le repos et la tranquillité coutumière, qui caractérisaient le mode de vie, sous la dictature, commencèrent par subir des secousses inquiétantes. Les nuits, perturbées par le cliquetis des armes à feu, sont secondées, le jour, par la fumée des pneus enflammés. La presse, entre temps, rapporte de plus en plus de cas de violence subis lors des manifestations ou, la nuit, par l'intrusion d'inconnus armés dans les maisons. Le supplément du quotidien *LN* dénommé *Taptap magazine* (édition du 22 décembre 1999) dépeint le climat dans

lequel les habitants de la capitale se trouvent plongés, à la tombée de la nuit. « *Après le SIDA et la politique touristique inexistante qui ont fait fuir les touristes avec comme conséquence la fermeture de nombreuses boîtes de nuit et d'hôtels, l'insécurité, disons de préférence le banditisme libre et autorisé a donné le coup de grâce à la vie nocturne à Port-au-Prince* ».

Haïti-Observateur (H-O) du 2 au 9 décembre 1998, de son côté, tente d'établir un lien entre le climat d'insécurité et l'avènement de la démocratie : « *Suite à une longue période d'incertitude, l'insécurité qui s'est installée timidement en Haïti depuis 1986 et qui est devenue de plus en plus audacieuse, à la faveur du "rétablissement de la démocratie", a pris des proportions qui dépassent la compétence des autorités lava-lassiennes* ».

De son avènement assez timide, la gravité de la situation, vers les années 1990, s'est accrue à un point tel que les espaces les plus sécurisés, comme celui de la banque, n'en sont pas protégés. *LN* du mercredi 10 février 1999 fait état d'un cas au cours duquel un commando de six gangsters, pénétrant par effraction à la *Sogebank*, à Delmas, désarma les agents de sécurité et mit en joue clients et employés, tout en réclamant quatre millions de dollars. Commentant le fait, *LN* dans son éditorial, a écrit : « *Cette prise d'otages avec réclamation de rançons met à jour le niveau du banditisme en Haïti et son évolution rapide et alarmante* ». Puis le journal a posé la question : « *avons-nous pensé aux moyens de faire face à ce genre de gangstérisme organisé qui se développe de façon foudroyante dans le milieu ?* »

La violence et la politique

En remontant légèrement le temps, on se retrouve face à face avec la politique appliquée par les dirigeants du pays depuis la gestion des Forces armées d'Haïti (FAd'H), en 1986, jusqu'à celle des autorités dites « *de transition* » actuelles. L'analyse des extraits de journaux indique, soit implicitement, soit clairement, que les autorités du pays, contribuent à aggraver la situation sécuritaire du pays. En exemple, nous pouvons regarder le narratif utilisé dans (*Taptap Magazine* via *LN* du 22 décembre 1999) « *banditisme libre et autorisé* » et « *rétablissement de la démocratie* » (*H-O* du 2 au 9 décembre

Suite en page 5

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

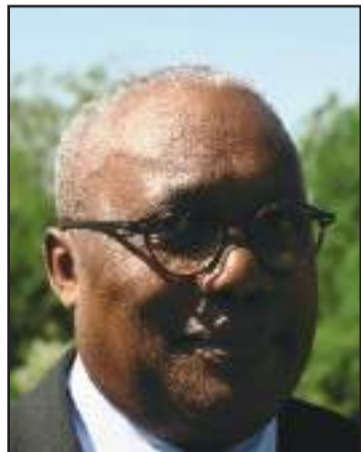
PLAIDOYER POUR MARCUS GARVEY

À l'attention du Président des USA Joseph Biden

Par Emmanuel Argo *

Encore un effort, Monsieur le Président Joe Biden !

Tout Panafricain venant des pays africains, des Amériques, d'Europe et du reste du monde, passant à New York, aux USA, a vu, ou s'est promené dans le Park Marcus Garvey. Sur une superficie de



Emmanuel Argo

8,16 hectares —ce qui n'est pas un fiffrelin—, le Park se situe dans le célèbre et mondialement connu quartier afro-américain de Harlem. Y-a-t-il, aux USA, des lieux publics portant le nom de criminels ou d'individus peu respectables ? Ici, cela ne semble pas le cas, avec Marcus Garvey !

Généralement, quand, dans son pays d'origine, la Jamaïque, puis dans son pays d'adoption, les USA, et dans le reste du monde, des rues, des institutions, des infrastructures, voire des navires —des navires de protection portent le nom de Marcus Garvey—, on peut décemment dire que la reconnaissance, qui lui est dédiée, est, depuis des décennies, universelle, puisqu'elle est à la hauteur du mouvement panafricaniste.

En Afrique du Sud, par exemple, n'existe-t-il pas le parlement panafricain, dont s'honorent des parlementaires ressortissants de l'Union africaine ?

L'étendue des ouvrages, la multiplicité de forums et colloques sur le Panafricanisme, à travers le monde et dans autant de langues, ont systématiquement associé le nom de Marcus Garvey à ce mouvement, reconnu universellement, renvoyant, non seulement à la Jamaïque, mais à une partie indissociable de l'histoire des États-Unis d'Amérique, et tout particulièrement à sa communauté d'ascendance africaine.

Cette diaspora noire a généré de grands artistes, des inventeurs, des scientifiques, des astronautes mais aussi des chefs d'entreprises et des journalistes, des hommes et femmes successeurs de Marcus Garvey et des hommes publics, célèbres, comme le Prix Nobel de la Paix, le révérend Martin Luther King, assassiné, qui s'est engagé dans la lutte non violente pour l'égalité raciale, ou bien encore le premier candidat afrodescendant, aux élections présidentielles des USA, Jessie Jackson, et bien d'autres, qui se sont inspirés de Marcus Garvey. Aux Afriques, Nelson Mandela, premier Noir élu comme président de la République d'Afrique du Sud, également Prix Nobel, citait, lui aussi, Marcus Garvey.

Dans leur lutte respective, Martin Luther King et Nelson Mandela ont souffert dans leur chair. Ils ont connu molestations, arrestations, à l'instar de criminels. Le second a été jeté en prison pendant près de 3 décennies. Néanmoins, il y a un temps pour chaque chose, y compris pour la justice, notamment quand il ne s'agit pas d'infractions résultant de crimes de sang.

C'est en tenant compte des actions de notre illustre devancier, sur le plan du développement économique, sociétal et de sa lutte pour la reconnaissance de nos spécificités culturelles que, par le biais des outils de communication actuels, notre réseau Africa Mundus s'inscrit dans l'héritage du Panafricanisme et dans le mouvement de la Négrévolution, concept que j'ai créé pour traduire notre volonté d'être acteurs dans la marche du monde.

Panafricanistes de la sphère Africa Mundus, présents dans plus de 30 pays, nous nous inspirons ainsi de Marcus Garvey.

Des archives des bibliothèques publiques ou universitaires regorgent d'articles de l'« *Universal Negro Improvement Association* » (UNIA). Ce journal, créé par Marcus Garvey, en 1914, lui permet de promouvoir l'estime de soi, la fierté noire, bien avant le mouvement « *Black Is Beautiful* », sans omettre l'esprit d'entreprise pour encourager la création d'entreprises, par des Noirs et pour des Noirs, sans exclusive. Même s'il n'a jamais pu fouler le sol des Afriques continentales, il n'a jamais cessé de prôner le retour des afrodescendants sur la terre mère, avec, en ligne de mire,

l'unité des peuples africains.

C'est parce que les nouvelles nous parviennent au-delà de Washington DC, que nous savons, Monsieur le Président Joseph Biden, vous avez gracié des Américains, ils ont bénéficié de votre clémence. C'est parce que nous ne nous inscrivons pas dans une certaine logique, qui consisterait

te l'injustice faite à Marcus Garvey. Il a purgé deux ans de prison, aux USA, avant d'être déporté dans son pays d'origine, la Jamaïque. Ensuite il est venu à Londres, avant de mourir, en 1940, à l'âge de 52 ans, sans que sa peine soit revue ni même reconsidérée.

C'est parce que le monde des

pardon, à titre posthume pour lui, connu comme l'un des pairs les plus renommés du Panafricanisme à travers le monde.

C'est parce que c'est davantage qu'une dation, un legs, une donation qu'aura fait Marcus Garvey, aux USA. Cela devrait mériter, en sa faveur, encore un effort de votre part, Monsieur le Président Joseph Biden. Marcus Garvey, enfin gracié, serait une reconnaissance posthume, que les États Unis d'Amérique lui doivent, car c'est le pays de la liberté d'entreprendre. C'est bien ce qu'il a fait, mais pas au bon moment, car la ségrégation raciale battait son plein.

C'est aussi, avant tout, parce que son fils, le Dr. Julius Garvey, médecin-chirurgien, âgé de 92 ans, vous demande d'exhoner, à titre posthume, l'injustice subie par son père, Marcus Garvey, accusé, le 21 juin 1923, de fraude postale (« *mail fraud* »). Un douloureux épisode, qui aura marqué sa jeunesse et brisé la vie familiale. Tout comme le Dr. Julius Garvey, des milliers d'Afrodescendants et de Panafricanistes applaudiraient que Marcus Garvey soit rétabli dans son honneur et sa dignité.

C'est parce que vous, sachant en présence du dossier détaillé, qui vous a été présenté par une délégation du « *Congressional Black Caucus* », conduite par Madame Yvette Clarke (D-N.Y.), membre du Congrès américain. Ce dossier ayant déjà été présenté, en 2004, par le regretté et estimé membre du Congrès, feu Charles Rangel.

C'est parce que, vu l'urgence, Madame la parlementaire vous a adressé, le 20 décembre 2024, un courrier sollicitant votre clémence, comme vous l'avez accordée à plus de 1 500 Américains.

Votre réponse nous obligera.

Pour conclure, c'est que votre décision de clémence, à titre posthume, en faveur de Marcus Garvey, restera associée, tant à sa popularité qu'à sa renommée, dans la sphère « *Africa Mundus* », que dans le reste du monde.

*Emmanuel Argo
https://everybodywiki.com/Emmanuel_Argo

Chairman for the Africa Mundus Institute www.africa-mundus.org

Vice-chairman for the Marcus Garvey Institute for Human Development/USA



Le parc Marcus Garvey, à Harlem.

à penser que, systématiquement, vous préféreriez vos semblables de couleur de peau à ceux qui sont différents.

C'est encore parce que nous

Panafricanistes attend de vous clémence, pardon et humanité, à titre posthume, pour Garvey, qui vous feront apparaître différem-



Marcus Garvey

demeurons encore convaincus que les plus hautes fonctions que vous occupez doucement - au titre du Parti des démocrates et de la démocratie, que prône votre pays, à travers le monde, ne pourraient s'exhoner de prendre en comp-

ment dans la sphère « *Africa Mundus* », mais surtout dans l'histoire du monde.

C'est parce que, compte tenu de la notoriété universelle de Marcus Garvey, le réseau Africa Mundus se joint à la demande de

IN THE WAKE OF BIDEN'S WAVE OF PARDONS

Demand for a posthumous amnesty in favor of Marcus Garvey.

Dr. Julius Garvey, his son, is deeply involved in this movement since 1987

Suite de la page 1

remarkable influence on the nationalist tendencies that were spreading in

the United States, including those sponsored by Malcolm X in North America, and Nelson Mandela in South Africa. Indeed, they served as an inspiration in their support of new

generations of activists within the Black Panther Party.

The champion of Blacks in the US

The Universal Negro Improvement Association (UNIA) was launched in 1914 by Marcus Garvey, who is considered a champion of the Negroes in the United States. But his pro-Black

initiatives were not limited to this country, making him a pro-Black influencer, becoming thereby a target

Suite de la page 9

La violence haïtienne et la société post-Duvalier

Suite de la page 3

re 1998). Il faut le reconnaître, les FAD'H représentaient le principal obstacle à la cohabitation harmonieuse et pacifique avec la population civile. Leur stragégie de contrôle de la situation sécuritaire a été souvent assimilée à celle adoptée par Papa Doc pour se maintenir au pouvoir. Cette tendance a donné lieu à de nombreuses tentatives de reconstitution de groupes armés, dont les *Atta chés* et le *Front pour la réconciliation, l'avancement et le progrès du peuple haïtien* (FRAPH).

La stratégie de l'Armée se situait dans la perspective d'une tentative d'appropriation par la force des droits dévolus aux citoyens. En effet, le général Henri Namphy, qui assurait l'intérim à la succession, tentait de rassurer la population face à l'inquiétante situation de violence qui se développait. Le 7 juin 1986, dans un long message adressé à partir du balcon du Palais national, il disait vouloir attirer l'attention sur le point capital de la sécurité qui « représente l'une des conditions indispensables de l'existence d'une nation ». Il affirmait savoir que : « Là où il n'y a pas de sécurité, là où il n'y a pas de protection de l'ordre public, la vie sociale devient impossible » et que par-dessus tout c'était « le rôle de l'Armée d'assurer cette fonction essentielle dans la société ». Mais, au fond, ce que désirait le général, n'était-ce pas le silence des masses pour lui permettre de vivre en toute quiétude d'esprit, en dehors des hourras des manifestations populaires ?

Les coups d'État militaires, consistant en une succession de gouvernements provisoires, n'avaient rien arrangé. Au contraire, jusqu'à l'avènement du gouvernement civil d'Ertha Pascal Trouillot, en mars 1990, la première femme présidente désignée par le secteur démocratique, ils ont causé la dégradation du climat de violence et de crise, en multipliant les emprisonnements et les assassinats.

Avant l'avènement des lavalassiens au pouvoir, en 1991, la violence a été largement perçue comme venant du secteur de la droite, donc des duvaliéristes déçus. Une abondante littérature issue de la presse et d'autres sources à caractère politique va dans ce sens. « Il ne fait aucun doute pour personne que des abus de ce genre, qu'il importe de faire connaître à l'opinion internationale, quand ils ne sont pas directement le fait de l'Armée, sont accomplis par

d'anciens tontons macoutes, qui sont seuls, avec les membres des Forces armées, à posséder ce genre d'armes à feu », disait Paul Déjean dans son opuscule intitulé : *Prélude à la liberté, Panorama de la situation politique haïtienne après le 7 février 1986, no. du 15 août au 16 mars 1986*. Cependant, le vent allait tourner dans le sens contraire, quelques années plus tard, avec l'avènement des chimères *Lavalas*. Ainsi, les couches de gauche, aussi dénommées *Baz Lavalas*, allaient-elles récupérer, à leur compte, les pratiques de violence, comme s'il s'agissait d'un butin de guerre.

Un régime de violence à la double nature politique et criminelle a ainsi dominé l'espace public, de 1986 à date. Il aura franchi tous les clivages, passant de la droite à la gauche, en prenant des formes variées, tout en perpétuant le même fond. *LN* du 9 mai 2001, alors sous le second régime d'Aristide, introduit : « une nouvelle facette de l'insécurité » avec, dans le collimateur, des entrepreneurs et hommes d'affaires. Le journal explique que les « cas d'enlèvements se réalisent à un rythme alarmant dans le quotidien de la population ». Le coût réclamé pour la libération des otages : un million de dollars américains.

Dans sa configuration ambiguë, la violence prend, d'un côté, la forme d'emprisonnement et d'assassinats. De l'autre, c'est le kidnapping, le viol collectif, bref, les crimes de droit commun qui prédominent. Cette dynamique al lait se converger sous les pouvoirs *Tèt Kale* (2012-2024) pour en faire un cheval de bataille puissant et efficace. La nouvelle méthode a été d'utiliser des gangs pour combattre d'autres gangs en les fidélisant. Désormais, ceux d'obédience *Lavalas* affronteront leurs pairs d'origine *Tèt Kale*. Le *Viv ansann*, sur les brisées du *G-9 an fanmi e alye* et du *G-pèp* – deux regroupements d'individus armés, autrefois opposés, – est désormais né.

Des tentatives d'endiguement

Il y a toujours eu deux modes de gestion de la criminalité au niveau national : l'affrontement ou la négociation. Les deux formes ont été utilisées soit simultanément, soit alternativement par les dirigeants, la plupart du temps, accusés d'être les mentors de certains gangsters. Avant son retour au pouvoir, en 1994, Aristide avait demandé qu'un nettoyage soit effectué dans l'Armée et que les civils à la solde des militaires soient neutralisés. La Mission des Nations Unies pour la stabilisation de la démocratie en Haïti (MINUSTAH), en charge de la

sécurité du pays, à l'époque, avait choisi d'instituer une politique douce du processus de désarmement.

LM du 18 au 21 novembre 1994 porte en titre à la une : « Les premiers trente jours du président Aristide ». Comme pour alerter concernant un danger, le quotidien écrit : « Un mois après son retour triomphal à Port-au-Prince, le président Jean-Bertrand Aristide a fait de la "réconciliation" entre Haïtiens le credo de sa nouvelle politique, mais la reconstruction du pays, dévasté par trois ans de crise et d'embargo international, se heurte à l'insécurité et aux ambiguïtés de l'intervention militaire américaine ». Au troisième paragraphe, le texte poursuit : « (...) le désarmement des groupes paramilitaires n'est pas achevé. 17 668 armes ont été confisquées à ce jour par les militaires américains dont la plus grande partie (11 856) appartiendrait à l'Armée. Le programme de rachat d'armement (*cash for gun*) n'a permis la récupération que de 5 812 armes.

La création, par René Prével, de l'organisme dénommé « Commission nationale de désarmement et de réinsertion » (CNDDR) ayant pour mission de négocier avec les bandits en leur fournissant certains moyens, a produit l'effet inverse à celui recherché. Sur *Caribes FM*, au matin du 24 janvier 2020, Pierre Josué Agénor Cadet, ex-ministre de l'Intérieur *ad interim* et de l'Éducation nationale du gouvernement Lapin, a révélé qu'il y avait 105 gangs à travers le pays. Ce chiffre révisait à la hausse l'effectif déclaré par le responsable de la CNDDR. Ce dernier avait, dès septembre 2019, fait état de 96 chefs de gangs, dont au moins une demi-douzaine avait été tuée, lors d'opérations diverses menées par les autorités de la sécurité publique.

Vers le début des années 2020, les chefs de gangs ont fini par inverser les rapports en appliquant la stratégie du regroupement. Au lieu de s'attaquer les uns les autres, les gangs ont choisi, sur les conseils de ceux-là qui ont été placés pour les démanteler, de se coaliser. Grâce à cette stratégie, ils sont capables de lancer leurs attaques partout, à tout moment, mettant en déroute les forces de l'ordre. Les commissariats et les prisons sont devenus leurs premières cibles, pour la plupart, qui sont démolis. L'accompagnement de la Police, par une Armée nationale embryonnaire, ajoutée à la présence, depuis environ huit mois, de quelques centaines de policiers kényans, n'empêche pas la progression des bandes armées.

C'est ainsi que Port-au-Prince et certains départements du pays ont fini par se transformer en un véritable enfer pour ceux qui ne se sont pas inscrits dans la dynamique criminelle.

Conclusion

La violence actuelle et la crise interne multiforme, qui en résulte, a germé du fumier de la dictature duvaliérienne qui, elle-même, puise ses racines dans l'histoire du pays. La prolifération de ce fléau, accompagnée du processus de banalisation des valeurs et des vies, est la conséquence directe des politiques publiques conduites par les administrateurs nationaux de la *res publica*, depuis les près de quarante années de dérives continues. Cette violence est alors le produit dérivé de la corruption des institutions régaliennes ou de leur démantèlement, du mode de relation instaurée entre dominants et dominés. Une violence aujourd'hui élevée dans sa dimension indépassable, comme en témoigne la réalité du quotidien.

Ce qui se constate, c'est que, désormais, bénéficiant d'une plateforme bien huilée, le feu de forêt se propage dans toute sa puissance. C'est le moment le plus dangereux qui

s'ouvre sur l'histoire nationale. Celui de la purgation de l'ensemble des passions, du paiement de toutes les dettes accumulées pendant plus de deux cents ans d'histoire tramée du mépris des groupes dominants à l'endroit d'une population qui a encaissé, dans les profondeurs de ses ressentiments, toute sorte de cruautés. N'ayant pas trouvé le chemin du vivre ensemble envisagé comme nécessité historique, l'unique alternative, pour ceux qui ont porté le fardeau de l'exclusion, reste le *Viv ansann* dans l'affrontement, à travers un corps-à-corps sanglant. Les frères-enemis ne disposent, en réalité, pour se distinguer les uns des autres, que leur rapport au pouvoir et au mode d'accès aux richesses et aux privilèges du pays ! De *Koupe tèt boule kay*, en 1803, les luttes sont transférées sur le terrain post-indépendance, avec la même haine. Les mots pour nommer la situation aujourd'hui ne sont pas moins empreints du même sémantisme : *dechoukay*, *Pè Lebren*, *Zewo tolerans*, *GNB*, *Bwa kale*. L'histoire, n'est-elle pas vraiment un perpétuel recommencement ?

* UÉH/GRUCH/GRASHS

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 HANLIN AVE. (BL. UNION & PRINCE)
FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DE BROSSÉ & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

GRENN PWONMENN

Nou reparèt apre youn bon bout tan. Youn lane gentan pase sou nou depi nou te an kontak. Nou pa nan lane 2024 ankò, nou deja gen 3 semèn depi n ap roule sou 2025 la. Asireman, gen mounn ki mande kisa ki pase depi yo pa li Grenn Pwonmennen an. Si m di nou mwen ka repase pou nou tout gwo evènman ki te pase yo, se manti m ap bay. Men nou gen ase evènman k ap pase prèske chak jou, ki ka retri atansyon nou.

Kòm se pa nou menm ase ki nan bay epi analize nouvèl, nou p ap chita sou sa k pase aletranje, men n ap fè youn pase sou peyi Etazini, kote anpil nan nou, Ayisyen, ap viv. Paské lavi Ozeta zini pou sèten Ayisyen kapab byen difisil.

Youn prezidan ki pa vle wè Ayisyen

Nou deja konnen ke nan 15 jou konsa, kivedi le 20 janvyè, n ap gen youn lòt prezidan nan Washington. Manda prezidan Joseph « Joe » Biden bout. Se ansyen prezidan Donald Trump ki pral prete sèman nan dat 20 janvyè a. Epi nou konnesn jan msye pa renmen Ayisyen ke l trete de tout vye non. Dènye kalòt li te bay Ayisyen se te diran dènye

kanpay elektoral la lè li te akize Ayisyen nan ti vil nan eta Ohio a, ki rele Springfield. Msye pa t respèkte pawòl otorite nan Springfield, kivedi majistra, chèf Lapolis, gouvènè, ki te denonse kesyon ke Ayisyen t ap manje chen ak chat vwazen yo. Se kandida pi enpòtan pou prezidan li ye, sa l di se verite. Menm lè msye gen repitasyon pi gwo mantè.

Enben msye pa t sèlman kanpe sou vye akizasyon manje chen ak chat la, men l te di lè l monte opouvwa, li pral depòte youn bann Ayisyen. Antouka, nou pa gen anpil tan devan nou anvan nou ka wè verite ki te gen nan tout menas sa yo.

Prezidan nan tribinal pou movèz aksyon anvan l prete sèman

Kòm mwen te di nan kòmansman tèks la, mwen p ap foure bouch nan twòp bagay aletranje, sòf pou Etazini. Enben, mezanmi, sa k ap pase nan peyi sa a se jamè vi. Vwala ke le 10 janvyè, youn dizèn de jou anvan prezidan an prete sèman, li sanse nan tribinal pou movèz aksyon. Se Jij Juan Merchan, nan New York, ki fè deklarasyon an ke Mesye Trump

fèt pou sibi pèn kilfo pou reponn a 34 chèf akizasyon kriminel ke youn jury konpoze de sitwayen onèt te twouve l koupab. Se manti li te fè sou lafason li te peye lajan an kachèt pou fèmen bouch Stor my Daniels (bon non dam nan se Stephanie A. Gregory). Li te nan jwe sou lè kote ak Trump pandan msye te ak madanm ma rye l. Si sa te pran lari lè Trump te nan kanpay kont Hillary Clinton, nan lane 2016, sa t ap lakòz anpil traka pou kanpay li a.

Asireman, Trump te ka pran youn tou prizon pou zak sa yo epi li ta ka peye gwo lajan amand. Men jan sa pral pase, paske li pral prete sèman pou prezidan, li p ap sibi tout degradasyon sa a. Kan menm, se pral premye fwa nan listwa gwo peyi Etazini an, ke youn prezidan pral an fonksyon, byen ke li gen gwo chay kriminel sou do l. Epi, mezanmi, se peyi sa a ki sanse ap bay lòt ti peyi, tankou Ayiti, lesou kesyon demokrasi a.

Mwen p ap bay pèsonn bouch, men si pou nouvo prezidan Etazini an ta aji jan l di a, sityasyon entènasyonnal la pral trè grav. Pran kesyon imigran ki nan peyi isit sèlman, si pou l ta met deyò tou sa li pa vle wè yo, eko-

nomi Etazini pral pran gwo kou, paske se imigran ki fè anpil travay ke Ameriken natif natal pa fè.

Jan sityasyon an ap dewoule a, pa gen bay kou bliye sa

Sityasyon an ka pi difisil pase sa nou ta kwè. Annou pran an konsiderasyon deklarasyon prezidan peyi Honduras, la nan Amerik Latin, anba bouch Etazini. Jou premye Janvyè ki sot pase a, Prezidan Honduras la, Xiomara Castro di l ap fèmen tout baz militè ameriken nan peyi l, si prezidan Trump gen malè depòte sitwayen honduras, jan li di li pral fè ak imigran an jeneral. Bagay ki pi rèd, sè ke prezidan Honduras la di li pare pou l sispann tout kooperasyon avèk Etazini.

Nan sityasyon sa a, kisa youn prezidan Trumpp pral fè pou fòse Honduras kenbe tout akò ak Etazini ? Vin wè si gen lòt peyi nan Lamerik la ki ta deside aji menm jan ak Honduras, si Trump fè depòte sitwayen yo tou. Sa se chemen briganday nèt al kole.

M ap kanpe la avèk sityasyon ki ka devlope avèk youn prezidan Trump opouvwa. Mwen pa menm konsidere tout lòt deblozay li ka genyen ak ansyen asosye Ameriken yo nan peyi Ewòp yo. Dayè, Trump deja pran distans li ak sèten pami yo. Epi kijan msye pral trete lagè Vladimir Poutine,

nan peyi Larisi, te deklare kont peyi Ukraine, ki se vwazen l. Apa Trump di si l te prezidan, lagè sa a pa t ap fèt, osnon li t ap fè sispann sa.

Kòm msye se zanmi Poutine, li ka lage peyi Ukraine pou kont li, tousuit apre l prete sèman epi kite zanmi ris li a pran kontwòl peyi sa a an 2 tan 3 mouvman. Vwala ke depi 24 fevriye 2022, Poutine te di se te youn egzèsis militè 24 è pou l te rezoud kesyon Ukraine nan. Men egzèsis la vin tounen youn lagè san rete, epi Ukraine montre sa pa osi fasil jan Poutine te kwè a. Men youn prezidan Trump ann aksyon, di sa pa anyen pou li. N ap kale je gade.

Anvan m fini, m ap mande kisa prezidan Trump pral fè nan lagè ant Izraèl ak lòt peyi nan zòm Mwayen Orian, ki an konfli depi dat 7 oktòb 2023, lè Hamas te atake Izraèl epi pran sitwayen jwif mennen an kaptivite nan peyi pa yo. Epi depi lè sa a, konfli a blayi nan tout zòn nan. Sa se youn gwo pwoblèm ki pa ka rezoud avèk gwo deklarasyon sèlman. N ap tann prezidan Trump nan Kafou Tenten sa a.

Epi n ap tann plizyè lòt gwo desizyon, paske jan pawòl lakay la di : Avèk pasyans, ou ka wè zizye founi.

**Se mwen -menm,
TiRenm/
Grenn Pwonmennen**



Suite de la page 12

rt-comptable fonctionnaire public également et Coach FIFA, était la toute première footballeuse à être élue, qui venait d'être nommée au Comité de la FHF, en 2020, et qui a été aussi écartée, donc sanctionnée par la FIFA. Sa fille Annie était dans la pépinière externe en formation avec les U-12 de Camp Nous !

Un coup de massue contre les femmes

Heureusement, le dévouement d'amis sachant que « en Suisse le droit d'être entendu est sacré », alors les deux se lancent dans la lutte et livrent une première guerre sur le droit de faire Appel, lors des deux auditions, en face des deux gloires, la puissante FIFA, qui déploie ses avocats. Mais ces deux femmes, assistées par deux éminents hommes de loi suisses, désignés d'office et bénévolement mis à leur service pour les assister gratuitement et une équipe de jeunes Haïtiennes leur donnant une solide assistance technique, en vidéo, en traduction instantanée créole-français-anglais. Ainsi on fera entendre plusieurs témoins, qui sont arrivés à con fondre et faire « déparler » l'unique témoin pour la FIFA, un membre de la FHF III y a eu un peu de frayeur, car le verdict, ayant attendu des mois, est finale-

ment tombé, cette semaine, après plus d'une année d'attente !

Une victoire historique !

C'est le secrétaire de la FHF, en personne, qui fut en face d'elles comme accusateur pour la celle-ci. Cette première manche remportée et l'appel acceptée, il fallait lancer une deuxième procédure, en août 2023, sur le fonds des accusations dont le verdict a été enfin publié cette semaine !

Dieu est grand !

Yvette Félix, 52 ans, mariée, mère d'une fille de 18 ans, Djennie, a joué au Club Anacaona, dont elle a été, des saisons durant, capitaine. Elle joua plus d'une décennie en Équipe nationale, dont elle a été aussi capitaine ; elle reste surtout l'une des rares coach d'Haïti détentrice d'une licence CONCA CAF-FIFA, et aussi a été la chevrrière de Camp Nous, assumant la tâche de Team-manager, responsable de la logistique de l'Académie !

Nella Joseph, 69 ans, possède une licence en sciences économiques et en ethnologie de l'IHECE; elle est aussi une diplômée en ethnologie, ayant été de la première génération de joueuses de l'AS Tigresses- Tigers, en 1972, et a eu également une longue carrière de pratiquante, de plus de 20 ans, de 1972 à 1992, capitaine ; en plus d'être responsable des rela-

tions avec les parents, elle s'occupait de l'éducation générale des joueuses, pour les préparer à la carrière de joueuses à la vie professionnelle, en pays étrangers, comme hygiène, expression française, discipline, savoir-vivre. Espérons que cette victoire apporte paix sérénité et soulagement à sa famille, ses sœurs et frères, qui ont été dans le football féminin, sont abattus depuis, et quasi alités.

Le plus grave pour ces deux femmes et sportives malades, cette accusation grave a créé un choc aux conséquences catastrophiques pour leurs proches ; elles sont brusquement dans une misère atroce, au point de ne pas pouvoir répondre, même à leurs besoins primaires en soins, en nourriture, malgré le dévouement de leurs anciennes coéquipières. Mais dans le contexte de délabrement du pays elles souffrent, au point de ne pouvoir payer les médicaments de base.

Malgré ces graves crimes l'humiliation extrême de citoyens qui ont consacré toute leur vie au football, la FIFA continue avec les insultes graves, car ces gens, qui, se mettant au service du pouvoir politique des grands dealers de drogue et des trafiquants d'organes, la FIFA et la CONCACAF gardent et renouvellent, à chaque fois leur poste, à la tête de la F é d é r a t i o n .

Il est vrai que l'État, inexistant, ne dit mot sur cette affaire grave où, depuis six saisons, aucune compétition n'est organisée. Plus grave encore, les propres criminels de l'État, forts de leur puissance politique, auprès des autorités du pays et même le ministre des Sports s'enfoncent dans le mutisme total. Nella Joseph, en tenue verte, récemment à la messe d'anniver-

saire des 50 ans de son club, AS Titresses-Tigers; et Dr Carole Day, Mme M. Graham, Dr Gabriel Thimothé, Mme Mércia Desroches, M. Markens Armony, l'agronome Rachelle Pierre-Louis, Mme Leslie Eugène Larrieux, l'ancienne avant-centre, étoile internationale, Dr Marie Antoinette Gauthier, Arnold Mompont.



HAPPENNINGS!

Continued from page 1

that there must have been some gang cooperation in the deal.

Since then, reportedly, the gangs have been extending their domination, causing death and desolation in all sectors. Eventually, they didn't only cut off the southern region from the capital, but they also did the same for the vast regions of north and central Haiti, by controlling National Highways No. 1 to the North and No. 3 to the Central region and the border with the Dominican Republic.

All the leaders who have followed since the assassination of Jovenel Moïse didn't declare war on the gangs. Some, like the internationally approved Prime Minister Garry Conille, vowed, at his inauguration, that security from gangs and corruption were his priorities. He was unceremoniously ousted by the Presidential

Council by businessman Alix Didier Fils-Aimé. None of them have attacked the gang issue.

Addressing the Gang issue must have priority

I don't consider myself more clairvoyant or more astute than all the leaders that have dealt with Haiti since the heavily armed gangs have assumed the role of authorities in Haiti. But my public comment after the gangs took control of Martissant is worth revisiting.

On September 8, 2021, in bold letters, in Creole, I published the following in the Haiti-Observateur: "Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen pa ka regle ann Ayiti." (As long as the gang issue isn't solved, nothing can be solved in Haiti.) We translated into French and English and propagated it.

It is heartening that a Haitian president has finally assumed his responsibility, and for the first

time, he officially declared war against gangs. While waiting for the first shots to be fired, we wonder whether President Voltaire is really standing by his January 1st appeal to Haitians, when he called on them to "declare war on the gangs" and urged "self-reliance over dependence on foreign aid to restore national security."

It appears that Haiti is getting substantial foreign aid exactly at this time. On January 4, a contingent of 75 Guatemalan fighters arrived in Haiti as reinforcement to 150 that were there previously. They are supposed to reinforce the Knya-led Multinational Security Support Mission (MSS). Along came 28 soldiers from Salvador. As it is, this is the first involvement of Latin troops in the anti-gang war in Haiti. The first group of 200 Kenyan police officers arrived in Haiti in the middle of last year. They're part of 1,000 such officers promised. Nevertheless, the situation in Haiti has not

been ameliorated.

Are we to believe that with war declared officially against the gangs and the arrival of foreign military help, Haiti is about to score a victory against the gangs? Hopefully so. But we can't help to mention that foreign troops, under United Nations leadership, have been trekking in Haiti since 2004 and the situation of the country has worsened under their glare. There's no forgetting MINUSTHA (United Nations Mission for stability in Haiti); NINJUSTH (United Nations Mission for Justice in Haiti); and the current BINUH (in French United Nations International Bureau in Haiti). And Haiti has reached the bottom with all this aid.

The role of the United States in the Haiti mess

I will reiterate that, on restoring "democracy" in Haiti with the return, in October 1994, of exiled President Jean-Bertrand Aristide under the protection of more than 20,000 U.S. troops, the United States bears much responsibility

for Aristide destroying Haiti's army in January 1995. Taking its place has been the ineffectual Haitian National Police and the official gangs of President Aristide, originally called Chimères (ghosts), with some of them recycled in today's current gangs.

I contend that renovation of Haiti's Armed Forces, under democratic leadership, will go a long way in securing the whole country. We'll point out that during the existence of the Army, there was an intelligence network that covered the nation, including the countryside, with the "Police Rurale" and their assistants, the soukèt lawouze (the dew shakers), who were up early in the morning to check about what was happening in their neighborhoods.

Certainly, Haiti can regain its composure by dealing harshly with the gangs, that won't be able to resist in an officially declared war, which apparently is getting support from beyond Haiti's borders.

RAJ

raljo31@yahoo.com

Alertes : Scandales au ministère de l'Agriculture, une menace pour le secteur agricole en Haïti

Talot Bertrand, ing./agro/MSc *

Le secteur agricole, en Haïti, est actuellement secoué par des allégations de corruption et de persécution politique, au sein du ministère de l'Agriculture. Des informations provenant de sources fiables mettent en lumière un climat de chaos administratif et de pratiques douteuses, attribuées à la gestion controversée de M. Vernet Joseph, ministre de l'Agriculture contesté, et de M. Elancier Moïse, directeur général, également contesté du ministère. Ces deux responsables sont accusés de moralité douteuse et de manque de sentiment d'appartenance au secteur agricole, au grand dam des professionnels du domaine.

Selon les informations reçues par ALLO AGRO / PROMODEV, plusieurs coordonnateurs de projets, financés par des partenaires internationaux, ont été sol-

licités pour effectuer des dépenses non conformes aux normes administratives. Cette situation met en péril la crédibilité du ministère et, par conséquent, le soutien international à l'agriculture, en Haïti. À cela s'ajoutent des décisions controversées, telles que le remplacement arbitraire de hauts fonctionnaires compétents. Parmi eux, on compte l'agronome Vladi mir Potgony Jean, directeur départemental de la Grand'Anse, et l'agronome Marcelin Aubourg, directeur départemental du Sud. Ces professionnels, reconnus pour leur expertise et leur éthique, ont été évincés sans justification valable, au profit de personnes soupçonnées d'avoir des liens avec des partis politiques influents.

La gestion actuelle est perçue comme un affront à l'esprit de Damien, cette institution qui a longtemps formé des cadres d'une qualité exceptionnelle. Des

témoignages de professionnels du secteur dénoncent un processus de démantèlement systématique des structures du ministère, orchestré par des intérêts mafieux.

Depuis l'arrivée des actuels dirigeants, le ministère de l'Agriculture est plongé dans un chaos sans précédent. Les notes internes, relayées par des cadres avisés, révèlent une vague de départs parmi les professionnels qualifiés, désabusés par l'absence de perspectives et le climat de travail toxique. Ces départs sont aggravés par des nominations basées sur des allégeances politiques plutôt que sur les compétences. Un exemple frappant est le transfert de l'agronome Frantz Dorvil, ancien directeur départemental du Nord, remplacé par un militant du parti Pitit Dessalines.

Ces pratiques compromettent, non seulement la stabilité du ministère, mais également la capacité du pays à atteindre l'au-

tosuffisance alimentaire. Alors que 8 millions d'Haïtiens sont en situation d'insécurité alimentaire, l'attention des dirigeants semble détournée vers des priorités personnelles et électorales, au détriment des besoins urgents de la population.

Face à ces dérives, ALLO AGRO / PROMODEV appelle à une mobilisation de la population, en particulier le secteur agricole. Des discussions urgentes sont nécessaires pour déterminer les actions à entreprendre, afin de restaurer la gouvernance et la transparence au sein du ministère. À travers leurs publications, des professionnels expriment une volonté claire de défendre l'héritage de Damien et de protéger les intérêts du secteur agricole.

Dans ce contexte, il est impératif que des mesures soient prises pour remédier à la situation. ALLO AGRO // PROMODEV recommande la nomination de nouveaux responsables dotés

d'intégrité et d'une vision claire pour l'avenir de l'agriculture, en Haïti. Le redressement du ministère est essentiel pour répondre aux défis auxquels le secteur est confronté et assurer un avenir meilleur aux populations rurales.

Les scandales, qui secouent le ministère de l'Agriculture, soulignent l'urgence d'une réforme en profondeur. En rétablissant une gestion transparente et en valorisant les compétences, il est possible de reconstruire la confiance et de redynamiser le secteur agricole, pilier de l'économie haïtienne.

Talot BERTRAND, Ing-Agr./M.S.c

Spécialiste en Education relative à l'environnement

Secrétaire général de la PROMODEV

Courriel

promodevhaiti@gmail.com

Téléphone : +50937335953



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Du nouveau dans la présidence américaine

Déjà j'entends des voix critiquant ce titre, certains disant, bien sûr qu'il y a du nouveau, car dans cinq jours, soit le lundi 20 janvier, on procédera à l'investiture d'un nouveau président, le 47^e depuis l'établissement de la présidence américaine, en 1789, avec George Washington comme premier chef d'État.

Maintenant, plus de 236 ans après, plus de deux siècles de présidence, il y a du nouveau avec le 47^e président, Donald J. Trump. Comment ne pas y voir du nouveau quand, le 10 janvier, soit dix jours avant sa prestation de serment, il a dû comparaître par-devant un tribunal, même virtuellement, pour répondre de ces actions, soit les 34 chefs d'accusation contre lui, par un jury de citoyens, hommes et femmes, à New York.

En effet, le juge Juan Merchan tenait à ce que le dossier soit vidé avant que Trump ne prenne le pouvoir. On ne s'attardera pas trop sur l'affaire de la femme de joie Stormy Daniels avec Trump, remontant à l'année 2016, lors de sa première campagne présidentielle contre Hillary Clinton. Il suffit de dire que Trump a été trouvé coupable de tous les chefs d'accusation, ayant recours à la fraude pour payer des sommes faramineuses, pour se tirer d'affaire avec la femme.

Il aurait pu écoper d'une peine de prison, en sus d'être passible d'autres peines, y compris de nature financière. Mais, président

élu qu'il est, il a échappé à tout cela.

Toutefois, il devient officiellement un criminel. Et c'est ce criminel qui, pour la première fois, dans l'histoire de la République étoilée, assumera la présidence de ce pays, réputé phare de la démocratie.

Alors, je reviens avec l'assertion qu'il y a du nouveau aux États-Unis, et peut-être dans le monde. Car, on doute que les peu



Le président américain sortant Joe Biden

ples épris de démocratie auraient voté et accepté, sans maugréer, l'imposition d'un criminel comme dirigeant.

Devra-t-on s'attendre à du nouveau dans les relations internationales ?

Avec un président Trump, il faut s'attendre à du nouveau dans différentes sphères, mettant les États-Unis en conflit avec des alliés et voisins. Au prime abord, il

déclare qu'il compte annexer le Canada, qui deviendrait le 51^e état américain. Les Canadiens, à commencer par le Premier ministre Justin Trudeau (démissionnaire), et les citoyens et citoyennes de ce pays associé des États-Unis s'expriment, via les réseaux sociaux, utilisant des termes peu élogieux contre Donald Trump.

À noter aussi que Trump déclare qu'il changera le nom du « Golfe du Mexique » en « Golfe de l'Amérique ». La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, première femme élue présidente du Mexique, a retorqué. Se basant sur l'histoire, elle utilise du sarcasme pour préciser que les États-Unis sont, de préférence, l'« Amérique mexicaine ».

Trump envisage aussi de s'emparer du canal de Panama, qui, suite au retour de l'ordre démocratique, dans les années 90, le 31 décembre 1999, le Canal de Panama a été cédé à Panama, comme cela se doit.

Plus loin des côtes américaines, Trump envisagerait l'annexion de Greenland, un territoire faisant partie du patrimoine du Danemark. De ce côté-là, il fait face à une résistance farouche.

Le dossier brûlant des déportations

On ne saurait conclure cette colonne, sans mentionner le dossier le plus sensible, à notre point de vue : La déportation massive d'immigrants se trouvant aux

États-Unis. Pour nous, Haïtiens, il avait déjà proféré la menace, lors du scandale de Springfield, une communauté de l'Ohio, quand il avait accusé les Haïtiens de manger les chiens, les chats et autres animaux domestiques des voisins. Bien que formellement démenti par les autorités, y compris la police, le magistrat de la petite ville et du gouverneur de l'état, il maintenait sa position, de concert



Le président américain élu Donald J. Trump

avec celle de celui qu'il a choisi comme vice-président : JD Vance, sénateur de l'Ohio. Il n'y a pas que les migrants haïtiens à subir l'affront. D'autres, surtout de l'Amérique Latine, sont aussi visés.

C'est la présidente du Honduras, Xiomara Castro, qui a donné la réplique à Trump. Lors d'une allocution, le 1^{er} janvier, elle a menacé de fermer la porte aux militaires américains ayant

des installations dans le Honduras.

Encore, il s'agit d'une autre femme, la première élue présidente de son pays, à l'instar de la cheffe d'État du Mexique, qui tient tête à Donald Trump, première citoyenne de l'hémisphère à se prononcer en la circonstance. Elle affirme qu'elle agira, si les citoyens de son pays devraient faire partie des migrants visés comme candidats à la déportation. Assurément, d'autres pays de la région pourraient s'inspirer de l'action de la présidente Castro (aucune relation avec Fidel). Voilà des conflits hémisphériques déclenchés par Trump, même avant son investiture.

Alors quoi dire de la récente déclaration de JD Vance, le vice-président de Trump qui, lors d'une présentation en public, eut à dire que le système de déportation envisagé par son président causerait la séparation de familles. À quelle révision doit-on s'attendre ? JD Vance sera-t-il expulsé de l'entourage de Donald Trump qui, de plus en plus, s'associe à Elon Musk, le riche homme d'affaires de renommée internationale, qui a des démêlés avec d'autres personnes de l'entourage du président élu ?

Alors, je maintiens qu'il faut s'attendre à du nouveau, dans un sens ou l'autre, avec Donald Trump.

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com.

HAÏTI

Lè manke gid, pèp la gaye !

OBSERVATEUR

WWW.HAÏTI-OBSERVATEUR.CA

IN THE WAKE OF BIDEN'S WAVE OF PARDONS

Demand for a posthumous amnesty in favor of Marcus Garvey.

Dr. Julius Garvey, his son, is deeply involved in this movement since 1987

Suite de la page 4

of anti-Black sectors in North America. In hindsight, the denunciations of a plot against the immigrant of Jamaican origin, who caused him trouble with the American justice system, and which eventually led him to prison, are shown in all their arrogance. So, the genuinely democratic and liberal sectors in the US have a huge interest in rallying the movement of Dr. Garvey and his political allies in Washington, in creating political pressure on President Biden to finally render justice posthumously to the Black socio-political activist.

In this context, it must be acknowledged that Marcus Garvey was the victim of a plot skillfully orchestrated by ultra-conservative elements of this country, with the aim of silencing, once and for all, the one and only voice, at that time, which was promoting Negroes socially and politically, in addition to ensuring their defense. These are initiatives that in the world of the American conservatives were assimilated to class struggle, in a country where this word was synonymous with "political and social subversion," rather than democratic struggle. Therefore, the enemies of these ideals had played their part at all costs, in rid-

ding the country of this "subversive agent." As quoted by the online newspaper Axios, in 1914, Dr Garvey's father founded the "Universal Negro Improvement Association" (UNIA), taking responsibility for defending Black pride, economic independence of his class of citizens, and Pan-Africanism in general. In this context, he advocated a federated African continent under the leadership of Black leaders. In the White world, mostly "pure wool" of that time, it was anathema.

The American justice system, denounced to by the enemies of Garvey, influenced by the ultra-conservatives, had accused him of misconduct. He was convicted of postal fraud for encouraging the sale of shares in his shipping company "Black Star Line, based on allegedly misleading documents, including the image of a ship that his company had not yet acquired, but that Mr. Garvey was promoting. Axios notes that "the prosecution of Garvey was closely linked to the efforts of J. Edgar Hoover, who later became the first director of the FBI."

Some denounced Mr. Hoover as an "anti-Negro activist" engaged in a systematic attempt to undermine Black leaders.

Marcus Garvey spent two years in prison before President Coolidge com-

mutated his sentence in 1927. But he was deported to Jamaica, without his conviction ever being quashed. He died in London in 1940 at the age of fifty-two.

Dr. Julius Garvey never let go of his efforts to rehabilitate his father

Through his political allies, Dr. Julius Garvey has never stopped campaigning for the rehabilitation of his father. Dr. Garvey's attitude in his actions, listening to the voice from beyond the grave of his father proclaiming his innocence, makes his initiative a true crusade in his favor. That is why the 91-year-old retired doctor is fighting tirelessly to clear his father's name, no matter who occupies the White House. Also quoted by Axios, he said, "We haven't asked President Trump the question yet, but a few years ago, that was raised with Roger Stone, one of Mr. Trump's supporters." He also added, "We will see what happens, but it is important to me that my father's name be cleared. We will continue our efforts, regardless of who is president."

Joe Biden's criticism triggered by the pardon granted to his son

President Joe Biden's pardon for his son, after the latter was convicted of three federal crimes related to the pur-

chase of a revolver in 2018, is not unanimously accepted in the U.S. and particularly in liberal circles. Prose cutors argued that Hunter Biden had lied on a mandatory weapons purchase form, claiming he was not using illegal drugs and was not addicted to them. But Mr. Biden pardoned his son, when he had said he would not, because Hunter Biden was convicted and "pleaded guilty to tax evasion," Garvey said.

Dr. Garvey exclaimed, "So it's a no-brainer: why wouldn't he pardon Marcus Garvey? We don't know if there is a specific reason why he shouldn't do it, other than the general attitude, which is systematic."

Under pressure from parliamentarians and other sectors close to his administration, criticizing leniency towards Hunter, the outgoing U.S. president commuted the sentence of 1,500 Americans, under house arrest, during the pandemic, in addition to 39 others. The White House welcomes these gestures, indeed a record in one day!

Dr. Garvey's allies in the Congressional Black Caucus, under the leadership of Congress woman Yvette Clarke, Democrat of New York, sent a letter to President Biden, calling for the exoneration of Marcus Garvey. Till this week, she had not received a response.

The White House has also not responded to requests for comment on this by Axios.

Is Joe Biden still a prisoner of the old political and social demon of the early days?

Although Joe Biden has made his political fortune by presenting himself as a staunch Democrat, some believe that the liberal veneer over him, appearances notwithstanding, remains very thin. That is why some international political circles believe that, despite his love affair with certain African states, such as Kenya, he is not necessarily sincere, since his actions are deemed politically motivated. That is why his critics keep coming back, like a leitmotif, to a statement he made about Haiti, when he was a young senator from Delaware. It was 1994 when he said: "If Haiti just quietly sunk into the Caribbean or rose up 300 feet it wouldn't matter a whole lot in terms of the world."

With Joe Biden's presidential term ending in less than a week, does he care about leaving in his political legacy the opportunity he was given to pardon Marcus Garvey, a champion of the Black sectors who helped bring him to prominence in his political career?

L.J.

DANS LA FOULÉE DE LA VAGUE DE PARDONS OCTROYÉS PAR BIDEN

Demande d'amnistie posthume en faveur de Marcus Garvey

Dr Julius Garvey, son fils, à fond dans ce mouvement lancé depuis 1987

Par Léo Joseph

Depuis que le Dr Julius Garvey, fils du militant noir d'origine jamaïcaine Marcus Garvey, a lancé, en 1987, le mouvement visant à faire octroyer le pardon présidentiel à son père, ses démarches n'ont jamais eu autant de chances de réussir qu'avec la présidence de Joe Biden touchant à sa fin. L'octroi d'amnistie controversée de la part du chef d'État américain, dont le successeur, Donald J. Trump, qui prête serment le 20 janvier, à son fils Beau Biden, a enhardi les secteurs politiques américains clés engagés dans le mouvement pro-Garvey. Si les autorités politiques sollicitées antérieurement, dans le cadre de cette démarche, croyaient avoir de bonnes raisons de maintenir la condamnation de l'activiste, le président américain sortant, se croyant moralement et politiquement autorisé à libérer son fils des griffes de la justice, ne peut écartier l'argument deux poids deux mesures qu'un tel refus risquerait déclencher.

En effet, Marcus Garvey, leader noir et activiste politique, en sus de lancer le mouvement « *Retour en Afrique* », à l'intention des Noirs américains, avait une influence remarquable sur les tendances nationalistes, qui se propageaient, aux États-Unis, notamment celles véhiculées par Malcolm X, en Amérique du Nord, et Nelson Mandela, en Afrique du Sud. Avant de servir d'inspirateur ou de supporteur de nouvelles générations d'activistes évoluant au sein du Parti Black Panther.

Le champion des Noirs aux États-Unis

Lanceur du mouvement appelé « *Universal Negro Improvement Association* (UNIA) (Association universelle pour l'amélioration des Nègres), en 1914, Marcus Garvey, passait pour le champion des Nègres, aux États-Unis. Mais ses initiatives pro-noires ne se limitaient pas dans ce pays, faisant de lui un influenceur noir, donc s'attirant la foudre des secteurs anti-Nègres d'Amérique du Nord. Avec le recul, les dénonciations d'un complot ourdi contre l'immigrant d'origine jamaïcaine lui ayant causé des dé mêlés avec la justice américaine, et qui l'avaient éventuellement conduit en prison, s'affichent

dans toutes leurs impertinences. Aussi les secteurs authentiquement démocratiques et libéraux, aux États-Unis, ont-ils intérêt à rallier les démarches du Dr Garvey et ses alliés politiques, à Washington, multipliant les pressions politiques sur le président Biden afin que justice soit, enfin, rendue de manière posthume à l'activiste socio-politique noir.

Dans ce contexte, il faut reconnaître que Marcus Garvey a été victime d'un complot savamment piloté par des secteurs ultra-conservateurs de ce pays, dans le but de réduire définitivement au silence la seule et unique voix qui, à l'époque, fai-



Une version encore plus jeune de Marcus Garvey

sait la promotion sociale et politique des Nègres, et assurer leur défense. Voilà des initiatives qui, dans le monde des conservateurs américains, étaient assimilées à la lutte des classes, dans un pays où ce vocable était, dans ce même milieu, synonyme de « *subversion politico-sociale* », et non à la lutte démocratique. Aussi, les ennemis de ces idéaux avaient-ils joué pieds et mains pour débarrasser, à tout prix, le pays de cet « *agent subversif* ».

L'aïeul Garvey avait, en 1914, tel que cité par l'organe de presse en ligne Axios, fondé l'« *Universal Negro Improvement Association* » (UNIA), assumant la responsabilité de défendre la fierté noire, l'indépendance économique de cette classe de citoyens, ainsi que le panafricanisme.

Dans ce contexte, il préconisait un continent africain fédéré sous le leadership de dirigeants noirs. Dans le monde blanc, majoritairement « *pure laine* » d'alors, c'était l'anathème.

La justice américaine, dénoncée par les défenseurs de Garvey, grandement influencée par les ultra-conservateurs, l'avait inculpé. Il a été reconnu coupable de fraude postale, pour avoir encouragé la vente d'actions de sa compagnie maritime « *Black Star Line* », sur la base de documents prétendument trompeurs, notamment l'image d'un navire que sa compagnie n'avait pas encore acquis, dont M. Garvey faisait la promotion. Axios souligne que « *Les poursuites engagées contre Garvey ont été étroitement liées aux efforts de J. Edgar Hoover, qui est devenu plus tard le premier directeur du FBI* ».

D'aucuns dénonçaient M. Hoover comme étant un « *activiste anti-Nègres* » engagé dans une tentative systématique de saper les leaders noirs.

Marcus Garvey a passé deux ans en prison avant que le président Coolidge ne commue sa peine, en 1927. Mais il a été déporté en Jamaïque, sans que sa condamnation n'ait jamais été annulée. Il est mort à Londres, en 1940, à l'âge de 52 ans.

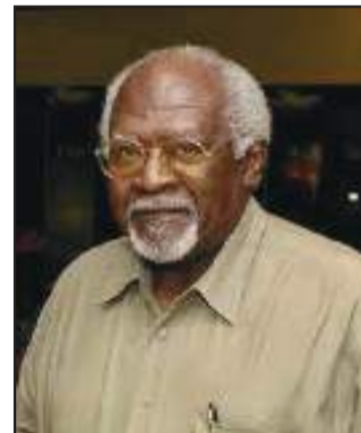
Dr Julius Garvey n'a jamais lâché prise dans ses démarches visant à réhabiliter son père

Par le biais de ses alliés politiques, le Dr Julius Garvey n'a jamais cessé de mener sa campagne en faveur de la réhabilitation de son père. L'attitude affichée par Dr Garvey prêtant l'oreille, par ses actions, à la voix d'outre-tombe de son père proclamant son innocence, fait de ses initiatives une véritable croisade en sa faveur Marcus Garvey. Voilà pourquoi le médecin retraité de 91 ans lutte sans relâche pour blanchir le nom de son père, quel que soit l'occupant de la Maison-Blanche. Aussi, cité encore par Axios, se prononce-t-il en disant : « *Nous n'avons pas encore posé la question au président Trump, mais elle a été soulevée par Roger Stone, l'un des partisans de M. Trump, il y a quelques années* ». Dans la foulée, a-t-il aussi ajouté : « *Nous verrons ce qu'il en est, mais il*

est important pour moi que le nom de mon père soit blanchi. Nous poursuivrons nos efforts, quel que soit le président ».

Les critiques de Joe Biden déclenchées par le pardon octroyé à son fils

Le pardon accordé par le président Joe Biden à son fils, après qu'il eut été trouvé coupable de trois chefs d'accusation de crimes fédéraux liés à l'achat d'un revolver, en 2018 ne fait pas l'unanimité, aux États-Unis, notamment dans les milieux libéraux. Les procureurs ont soutenu que Hunter Biden avait menti sur un formulaire



Dr Julius Garvey, fils de Marcus Garvey

d'achat d'armes obligatoire, affirmant qu'il n'utilisait pas illégalement de drogues et n'en était pas dépendant. Mais, M. Biden a gracié son fils, alors qu'il avait affirmé qu'il ne le ferait pas, parce que son fils avait été reconnu coupable et « *avait plaidé coupable d'évasion fiscale* », a déclaré M. Garvey.

Et le Dr Garvey de s'écrier : « *C'est donc une évidence : pourquoi ne gracierait-il pas Marcus Garvey ? Nous ne savons pas s'il y a une raison spécifique pour laquelle il ne devrait pas le faire, si ce n'est l'attitude générale, qui est systématique* ».

Sous la pression de parlementaires et d'autres secteurs proches de son adminis-

tration, critiquant la clémence dont est l'objet Hunter, le président sortant américain a commué la peine de 1 500 Américains, en résidence surveillée, à domicile, durant la pandémie, en sus de gracier 39 autres. La Maison-Blanche se félicite de ces gestes, un record, en une seule journée, proclame-t-elle.

Les alliés du Dr Garvey, au sein du Black Caucus, sous le leadership de la députée Yvette Clarke, démocrate de New York, a adressé une lettre au président Biden, dans laquelle il est demandé d'innocenter Marcus Garvey, n'avait pas reçu de réponse, jusqu'à cette semaine. La Maison-Blanche n'a pas répondu non plus aux demandes de commentaires sur ce dossier d'Axios.

Joe Biden est-il toujours prisonnier du vieux démon politico-social des premiers jours ?

Bien que Joe Biden ait fait sa fortune politique en se présentant comme un démocrate de belle eau, d'aucuns pensent que le vernis libéral chez lui, nonobstant les apparences, reste très mince. C'est pourquoi, certains milieux politiques internationaux croient dur comme fer que, malgré ses mamours à certains États africains, comme le Kenya, ne sont pas nécessairement sincères, car s'inspirant de raisons politiques. Voilà pourquoi ses tombeurs reviennent, comme un leitmotiv, avec une déclaration qu'il avait faite concernant Haïti, alors un jeune sénateur du Delaware.

En effet, le parlementaire démocrate avait déclaré, lors d'une intervention publique, sans doute se référant à Haïti comme un pays, en gestation calamiteuse en permanence. Aussi s'était-il exclamé : « *Si Haïti devait sombrer dans la Mer des Caraïbes, cela ne devrait nullement nous émouvoir* ».

Le mandat présidentiel de Joe Biden touchant à sa fin, dans moins d'une semaine, entretient-il aucun souci de laisser dans son legs politique l'occasion qui lui a été offerte de pardonner Marcus Garvey, qui fait figure de champion de la cause des Noirs ayant aidé à le porter aux nues, dans sa carrière politique ?

L.J.

ÉDITORIAL



Depuis la fin du mandat de Préval, les massacres se sont progressivement développés

A lors que, dans les États voisins d'Haïti, notamment dans la Caraïbe et la majorité des pays des Amériques, les gangs armés commencent à s'implanter, dans la première République noire de l'hémisphère occidental, ce phénomène tardait à s'imposer, le pays vivait dans la sérénité totale, en matière de sécurité, de jour comme de nuit. À la capitale et dans les villes de provinces, ou encore dans les sections rurales, les déplacements, à toutes les heures, n'avaient aucune restriction, sauf celles occasionnées par le colportage des con tes peuplant le monde du merveilleux haïtien, faisant état de voyages nocturnes de houngans conduisant des zombis ou de personnes décédées métamorphosées en animaux domestiques. Ces histoires chimériques semblent n'avoir plus cours, ou se racontent rarement depuis que les gangs armés occupent le haut du pavé.

Depuis quelques années déjà, avec les gangs armés imposant leur loi, surtout à la capitale, mais dont l'emprise s'étend aussi fortement dans l'Artibonite, et à un degré moindre dans le département du Nord ou sporadiquement dans d'autres régions du pays, c'est un fait que le pays vit sous l'empire des hommes armés illégalement. Voilà pourquoi l'actualité, en Haïti, se trouve dominée surtout pas la réalité de l'insécurité, effaçant les autres faits marquant le quotidien haïtien, y compris même les crimes de sang commis dans divers secteurs de la vie nationale. Mais le che minement d'Haïti, l'ayant enfoncé dans cette crise d'insécurité inimaginable et sans précédent, n'est pas le fait du hasard. Il faut s'interroger sérieusement sur l'influence exogène de ce processus.

En effet, ceux qui interviennent sur l'origine de la crise sécuritaire, qu'ils ne cessent de mettre au compte de la disponibilité d'armes de guerre en Haïti, dont l'acquisition continue de se faire avec une facilité étonnante, et qui persiste encore, en dépit des dénonciations quasi permanentes, ne s'arrêtent pas précisément sur les motifs de ceux qui facilitent l'exportation d'armes au pays. Il faut se demander pourquoi l'écoulement de ces engins meurtriers, qui aboutissent chez les criminels, et qui servent à mettre le pays à feu et à sang, ne s'est pas arrêté. Pourtant, les États-Unis d'Amérique, le plus grand exportateur d'armes vers Haïti, sait se donner les moyens de mettre fin aux activités illicites et criminelles jugées contraires à ses intérêts. Il est un fait certain que les Américains ne vont jamais de main morte, dans la mise en œuvre de politiques visant à combattre, notamment, le trafic de drogues ou le blanchiment des avoirs. Ils finissent toujours par trouver la collaboration agissante des dirigeants, pour avoir les résultats escomptés. À cet égard, ceux qui gouvernent Haïti ne lésinent jamais sur les moyens de collaborer avec le grand voisin. On en veut pour preuves les anciens proches de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, qui ont été inculpés pour trafics de drogues, en Floride, et qui ont purgé leurs peines dans des prisons fédérales, après leurs condamnations. Parmi ces derniers, on peut citer l'ex-sénateur, Dr Fourel Célestin, ancien président de l'Assemblée nationale; ou encore l'ex-directeur général de la Police nationale, Nesly Lucien; et l'ex-commandant

de l'Unité de lutte contre les stupéfiants, Rudy Thérasan, pour ne mentionner que ceux-là.

En tout cas, les autorités américaines ont mis les moyens politiques, diplomatiques ainsi que les ressources financières nécessaires, en vue de mener à bien leurs stratégies antidrogues. Mais pourquoi ne jugent-elles pas aussi important de barrer la route à l'arrivée de ces armes dangereuses dans les fiefs des gangs, afin d'éviter à Haïti, la présente crise sécuritaire qui s'est multipliée en mille autres ?

Vu la gravité de la situation, dans notre pays, dont la destruction des infrastructures et des institutions s'est produite progressivement, au fil des ans, il doit exister un plan macabre derrière cette stratégie, des intérêts cachés misant sur la déconstruction de l'État haïtien. Et le comportement des décideurs haïtiens, par rapport à leur aveugle collaboration, dans le sens des malheurs de notre pays, montre qu'ils sont partie prenante de la déchéance d'Haïti.

Indéniablement, le démantèlement d'Haïti comme État est étroitement lié à l'héritage colonial, car les puissances esclavagistes sont restées attachées à l'idée de reconquérir le pays ayant déclenché la fin de la domination européenne sur le reste du monde. En ce sens, la dette de l'indépendance constituait le symbole du retour physique de l'impérialisme, sinon l'accaparement des « ressources perdues », au moment opportun. D'ailleurs, pays ayant infligé la plus humiliante défaite à la superpuissance militaire de l'époque, qui était le royaume de France, Haïti avait, en retour, subi une rançon de 50 millions de francs or, montant qui a été réévaluée à la baisse, soit 60 millions de dollars, en 1838. Avec l'inflation, cette somme représente quelque USD 21 milliards \$ aujourd'hui.

Il faut se rappeler aussi que, quand bien même la France, sous le régime du roi Charles X, ait imposé cette rançon, les autres pays coloniaux avaient fortement cautionné cette demande, y compris les États-Unis d'Amérique, dont la « Citibank », ci-devant « National City Bank », a participé au financement de cette somme, avec d'autres institutions bancaires de France, parmi elles « Crédit Industriel et Commercial » (CIC).

Dans de telles conditions, les Haïtiens ne doivent pas se faire d'illusions, quant aux intentions des États dits amis de notre pays, car, à bien considérer, dans la mesure où les anciens États esclavagistes demeurent solidaires entre eux, ils cautionneront toujours, voire se faire parties prenantes des politiques hostiles et draconiennes de l'un ou l'autre de leurs alliés à l'égard d'Haïti. Comme la rançon imposée par la France sur notre pays, l'accaparement de l'île de La Navasse par les États-Unis; ou le vol de ses réserves d'or par ce même pays; en sus, encore, des humiliations qu'a fait subir l'Allemagne au second pays indépendant du Nouveau Monde.

Tout cela prouve que les anciens colons n'ont jamais entretenu de bonnes intentions, à l'endroit d'Haïti et qu'ils mijotent constamment des projets inamicaux à l'endroit d'Haïti. Y compris celui de sa disparition comme État. Dans ce cas, il faut comprendre que ces crises dans lesquelles notre pays est enterré faisaient l'objet d'une préparation plus que centenaire. Car, en ce qui concerne la colonie de Saint Domingue,

les esclavagistes n'en ont jamais perdu le contrôle politique.

À la lumière des faits, la politique mise en place, pour gérer Saint-Domingue d'après l'esclavage, consistait à attendre qu'aient vécu les générations immédiatement nationalistes, pour avoir la collaboration souhaitée. Vu la manière dont la classe au pouvoir mène les affaires de la République, désormais moribonde, le moment semble propice à la concrétisation des plans de l'ancien monde esclavagiste pour l'ancienne colonie française, trop longtemps échappée au contrôle des anciens oppresseurs.

En effet, ces derniers croient le moment arrivé pour mettre en application le plan de reconquête d'Haïti. Les acteurs clés sont désormais en place. Il s'agit de Conzé, qui met devant leurs intérêts, rassurés de récolter des millions et de gros avantages. Mais aussi confortés par le fait d'avoir neutralisé et mis hors-jeu les secteurs qui, autrement auraient les possibilités d'offrir une opposition effective à cette démarche.

Dans cette optique, les différentes équipes gouvernementales mises au pouvoir ont leur lots de massacres. Commencées, timidement, avec les chimères, les gangs, les différentes « armées » de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, ainsi que ses organisations populaires, en passant par Michel Joseph Martelly et un hiatus, plus ou moins constaté, sous René Préval, à l'instant présent, les tueries continuent.

Certes, l'ex-sénateur Irvelt Chéry a fait le bilan des assassinats perpétrés sous la présidence d'Aristide. Dans le mémo, qu'il a rédigé, sur ce sujet, il fait état de plusieurs centaines de personnes. Sous René Préval, le successeur de ce dernier, parmi les victimes connues, c'étaient le journaliste Jean Léopold Dominique et Jean-Claude Louis saint, le gardien de sa station de radio Haïti-Inter.

Avec les gangs armés et d'autres proches de la présidence de Jovenel Moïse, des douzaines d'habitants de La Saline et de Cité Soleil ont été massacrés. Ainsi que la tuerie de cinq policiers, dont les véhicules blindés ont été pris dans une embuscade, lors d'une opération à Village de Dieu. D'autres assassinats ont été commis, dont la présidence de Moïse a été le commanditaire, en sus de celui du bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval.

Plusieurs boucheries se sont produites, sous l'administration d'Ariel Henry. Dans les communes de Croix-des-Bouquets, de Carefour, de Martissant, notamment, des douzaines de citoyens des deux sexes, jeunes et moins jeunes, ont été tués.

Avec Garry Conille, nommé pour remplacer Ariel Henry, comme Premier ministre, le nombre de victimes de ce genre de carnage a grimpé drastiquement, plus d'une centaine de personnes a été tuée à Pont-Sondé, dans le département de l'Artibonite.

Le dernier en date des chefs de gouvernement voté, pour prendre la succession de M. Conille, Alix Didier Fils-Aimé, est condamné à vivre avec le massacre qui a été fait, sous son gouvernement, un crime collectif perpétré par Micanor Altes, chef de gang du quartier Wharf Jérémie. Plus d'une centaine de citoyens, pour la plupart des personnes âgées, ont été exécutés.

Mais, il y a lieu de s'attarder sur le dernier rapport de William O'Neil, expert indépendant sur les droits de l'homme des Nations Unies, du 3 janvier 2025, tirant la sonnette d'alarme sur l'aggravation de la violence contre le système de santé, en Haïti. Dans le document, il attire l'attention sur les « attaques délibérées » des criminels dirigées sur les hôpitaux, les infrastructures de santé, les pharmacies et le personnel médical.

Le même rapport émis par M. O'Neil dénonce également l'augmentation drastique du nombre de personnes fuyant leurs résidences, en raison de la violence des hommes armés, qui avoisine désormais 11 000 personnes.

Ceux, qui se bercent encore d'illusion, en ce qui concerne la mission de nos dirigeants, doivent se poser la question de savoir, comment se fait-il que les informations détenues par les Nations Unies sur les crimes, dans notre pays, fassent état d'environ 5 000 personnes tuées durant l'année 2024 seulement. Pourtant aucune interpellation n'a été effectuée, par rapport aux auteurs de ces crimes.

L'impunité contrôlant la gestion du pouvoir, en Haïti, les promesses de punitions de ces actes criminels, par tous les gouvernements, qui se sont succédé, restent lettre morte. Il semble que, d'un gouvernement à l'autre, durant ces années, ces équipes, qui jouissaient du pouvoir, s'étaient toutes entendues sur la commission de ces tueries. Voilà des crimes, qui sont passés comme une lettre à la poste. Dans quels pays des faits pareils sont-ils possibles ?

À ce tournant, quand bien même ces pays amis, qui prétendent se mobiliser, par tous les moyens, afin de ramener la sécurité, la paix et la sérénité au pays, ils ne font absolument rien pour que s'arrêtent ces crimes odieux, dont le peuple haïtien est victime et s'impliquer pour que les malfrats répondent de leurs atrocités.

Aujourd'hui, la vérité se résume à demander des comptes aux acteurs haïtiens, afin qu'ils se prononcent sur les termes du complot s'exprimant dans le carnage qui est en train de se perpétrer contre Haïti, et qui prend l'allure d'une cabale orchestrée par des ennemis de notre pays.

HAÏTI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box
356237
Briarwood, N
62314 (713)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION	
HAÏTI	EUROPE
1001-Observateur 78, Avenue John F. Kennedy, Zone 4000 Port-au-Prince, Haïti 01 310 223-0780	1001-0000 1001-0000 (1001-0000) 1001-0000 (1001-0000)
CANADA	AFRIQUE ET ASIE
1001-Observateur 3000 Avenue du Commerce 514-271-8181 1001-0000	1001-0000 (1001-0000) 1001-0000 (1001-0000)
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1001-Observateur 78, Avenue John F. Kennedy, Zone 4000 Port-au-Prince, Haïti 01 310 223-0780	1001-0000 (1001-0000) 1001-0000 (1001-0000)
EUROPE	EUROPE
1001-Observateur 78, Avenue John F. Kennedy, Zone 4000 Port-au-Prince, Haïti 01 310 223-0780	1001-0000 (1001-0000) 1001-0000 (1001-0000)
Nom/Prénom _____	
Compagnie/Compagnie _____	
Adresse/Rue _____	
Ville/City _____	
Code Postal/Zip _____	
Pays/Pays _____	

EDITORIAL



Since the end of Préval's term of office, massacres have progressively increased

While in Haiti's neighboring countries, notably in the Caribbean and in the Americas, armed gangs were beginning to take root, in the first Black republic in the Western Hemisphere, this phenomenon was slow to take hold. The country lived in total serenity, in terms of security, day and night. In the capital and outlying towns, or even in rural areas, there were no restrictions on movement at any time of day, except for those occasioned by the peddling of tales that are common in Haiti's countryside regarding marvelous reporting of night-time journeys by *houngans* (Voodoo warlords) driving zombies, or dead people metamorphosed into domestic animals. These chimerical tales seem to have fallen out of fashion, or are rarely told, now that armed gangs occupy center stage.

For quite a few years now, Haiti has become an empire of illegality, with armed gangs imposing their law, especially in the capital, and extending their reach into the Artibonite region, and to a lesser extent into the Northern department. Yet, sporadically, they venture into other regions of the country. This is why news from Haiti is dominated above all by the reality of insecurity, obliterating the other facts that mark Haitian daily life, such as blood crimes committed in various sectors of national life. But Haiti's journey into this unimaginable and unprecedented crisis of insecurity is no accident. We must seriously question the exogenous influence of this process.

Indeed, there's much talk about the origins of the security crisis, which is constantly blamed on the availability of weapons of war in Haiti, the acquisition of which continues with astonishing ease, and which persists, despite constant denunciations. People fail to look into the motives of those who facilitate the export of deadly weapons to the country. We should ask ourselves why the flow of these murderous devices, which end up in the hands of criminals, and are used to set the country on fire, almost nonstop. Yet, the United States of America, the biggest arms exporter to Haiti, knows how to put a stop to illicit and criminal activities deemed contrary to its interests. It's a fact that the Americans never pull punches when it comes to implementing policies aimed at combating drug trafficking and money laundering, for example. In the end, they always manage to get the cooperation of those in power to achieve their desired results. In this respect, those who govern Haiti never skimp on the means to collaborate with the big neighbor to the North. Proof of this is provided by some former close associates of ex-President Jean-Bertrand Aristide who were charged with drug trafficking to Florida, and who served their sentences in federal prisons after their convictions. These include former Senator Dr. Fourel Célestin, former President of the National Assembly; or the former General Director of the Haitian National Police Nesly Lucien; as well as Rudy Thérasan, former Commander of the Anti-Drug trafficking Unit of the Police, to mention a few.

Given the gravity of the situation in our country, whose infrastructure and institutions have been gradually destroyed over

the years, there must be a macabre plot behind this strategy, with hidden interests betting on the deconstruction of the Haitian state. And the behavior of Haiti's decision-makers, in terms of their blind collaboration in our country's misfortunes, shows that they are part and parcel of Haiti's decline.

In any case, the American authorities have resorted to the political and diplomatic means, as well as the necessary financial resources, to carry out their anti-drug strategies. But why don't they also consider it important to block the arrival of the dangerous weapons in the gangs' strongholds. That would have helped in avoiding the present security crisis in Haiti, which has caused all sorts of problems for the nation.

Given the gravity of the situation in our country, whose infrastructure and institutions have been gradually destroyed over the years, there must be a macabre plan, if not a plot, behind the current strategy. Undoubtedly, hidden interests are involved, such as the deconstruction of the Haitian state. And the behavior of Haiti's decision-makers, in terms of their blind collaboration in our country's misfortunes, shows that they are, in their own ways, contributing to Haiti's decline.

Undeniably, the dismantling of Haiti as a state is closely linked to the colonial legacy, as the slave-owning powers remained committed to the idea of reclaiming the country that had triggered the end of European domination over the rest of the world. In this sense, the independence debt symbolized the physical return of imperialism, if not the monopolization of "lost resources," at just the right moment. In fact, having inflicted the most humiliating defeat on the military superpower of the time, the French Army of Napoleon Bonaparte, Haiti was castigated, by forcing to pay ransom to the vanquished, to the amount of 50 million gold francs, an amount that was revalued downwards to 60 million dollars in 1838. With inflation, this sum represents some \$21 billion today.

It should also be remembered that, even though France, under the regime of King Charles X, had imposed this ransom, other colonial countries had strongly endorsed this demand, including the United States of America, whose "Citibank", formerly the "First National City Bank of New York", participated in financing this sum, along with other French banking institutions, including "Crédit Industriel et Commercial" (CIC).

Under such conditions, Haitians should be under no illusions as to the intentions of the so-called friendly states of our country. For, considering things carefully, insofar as the former slave-owning states remain in solidarity with each other, they will always endorse, or even be party to, the hostile and draconian policies of one or the other of their allies towards Haiti. Not unlike the ransom imposed by France on our country, there's the seizure of Haiti's island of La Navase by the United States; or the theft of our gold reserves by a detachment of U.S. Marines, in December 1914, before the U.S. invasion of July 28, 1915. We would also mention the humiliations inflicted by Germany on the second independent countries of the New World. Anyway, the United

States is one of Haiti's robbers.

All this proves that the former colonists have never had good intentions towards Haiti, and that they are constantly cooking up unfriendly plans for the country, including that of its disappearance as a state. In this case, it must be understood that the crises in which our country is buried were prepared more than a century in advance. As far as the colony of Saint Domingue is concerned, the slaveholders never lost political control.

Considering the facts, the policy put in place to manage post-slavery Saint-Domingue was to wait until the immediate nationalist generations had disappeared, in order to achieve the desired collaboration. Given the way in which the ruling class conducts the affairs of the now moribund Republic, the time seems ripe. to put into practice the plans of the old slave-owning world for the former French colony, which has for too long been beyond the control of its former oppressors.

Indeed, the latter believe the time has come to implement the plan to reconquer Haiti. The key players are now in place: the Conzès, (traitors) who are putting their interests first, confident of reaping millions and hefty benefits. But also, the foreign plotters are comforted by the fact that they have neutralized and sidelined those sectors which would otherwise have the potential to offer effective opposition to their plan.

With this in mind, the various government teams that have come to power have had their share of massacres. Beginning timidly with the gangs of former President Jean-Bertrand Aristide who originally were called *Chimères* (ghosts) and his various "armies" and popular organizations, through to Michel Joseph Martelly, and a more or less noticeable hiatus under President René Préval. But the senseless killings continue to this day.

It's true that former Senator Irvet Chéry has taken stock of the murders perpetrated under Aristide's presidency. In his memo on the subject, he mentions several hundred people. Under René Préval, Aristide's successor, known victims include journalist Jean Léopold Dominique and Jean-Claude Louissaint, the janitor of his radio station, Haïti-Inter.

Along with armed gangs and others close to Jovenel Moïse's presidency, dozens of residents of La Saline and Cité Soleil were massacred. As well as the killing of five police officers, whose armored vehicles were ambushed during an operation in Village de Dieu. In addition to the assassination of the President of the Port-au-Prince Bar Association, Mr. Monferrier Dorval, other assassinations were carried out for which the Moïse presidency was the instigator.

Several butcheries took place under the administration of Ariel Henry. In the communes of Croix-des-Bouquets, Carrefour and Martissant dozens of citizens of both sexes, young and old, were killed.

With Garry Conille, appointed to replace Ariel Henry as Prime Minister, the number of victims of this kind of carnage has climbed drastically, with over a hundred people killed in Pont Sondé, in the Artibonite department.

The latest head of Government, Alix

Didier Fils-Aimé, voted in to succeed Mr. Conille, Alix Didier Fils-Aimé, is condemned to live with the massacre that took place under his government, a collective crime perpetrated by Micanor Altes, a gang leader from the Wharf Jérémie neighborhood, in Port-au-Prince. Over a hundred citizens, most of them elderly, were executed.

It is worth looking at the latest report of William O'Neil, independent expert on human rights of the United Nations. Dated January 3, 2025, it sounds the alarm about the escalation of violence against the health system in Haiti. In the document, he draws attention to "deliberate" attacks by criminals on hospitals, health infrastructure, pharmacies and medical personnel.

In that same report, Mr. O'Neil also denounces the drastic increase in the number of people fleeing their homes, due to violence by armed men. As of now some 11,000 have fled their abodes.

There should be no illusion regarding the mission of our leaders. People should ask themselves how it is that the information held by the United Nations on crimes in our country isn't taken seriously. Consider that the latest U.N. report states that about 5,000 people have been killed during the year 2024 alone. Yet no arrests were made of the perpetrators of these crimes.

Impunity controlling the management of power in Haiti, the promises of punishment for these criminal acts by all governments, which have succeeded each other, remain a dead letter. It seems that, from one government to another, during those years, those teams, who enjoyed power, had all agreed on the massacres to be committed. These crimes have passed like a breeze. In which countries are such acts possible?

At this turning point, even though these friendly countries claim to have mobilized as much as possible, to bring security, peace and serenity in our country, they do absolutely nothing to stop these heinous crimes, of which the Haitian people is the victim. They don't really get involved in seeing that the criminals answer for their atrocities.

Today, the truth requires that accounting be demanded from our Haitian actors. They must be able to address the terms of the conspiracy expressed in the carnage that is being perpetrated against the Haitian people, and which takes the form of a conspiracy orchestrated by the enemies of Haiti.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N.Y. 11435-6237 Tel. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAÏTI	EUROPE
1000 \$/an	1000 \$/an
5000 \$/an	5000 \$/an
10000 \$/an	10000 \$/an
CANADA	AFRIQUE ET ASIE
1000 \$/an	1000 \$/an
5000 \$/an	5000 \$/an
10000 \$/an	10000 \$/an
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	EUROPE
1000 \$/an	1000 \$/an
5000 \$/an	5000 \$/an
10000 \$/an	10000 \$/an

Nom/Name: _____
 Company/Compagnie: _____
 Address/Adresse: _____
 City/Ville: _____ State/État: _____
 Zip Code/Code Postal: _____ Country/Pays: _____



LA FIFA ENCORE DÉBOUTÉ PAR LE TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT

Annulation des sanctions contre les anciennes internationales Nella Joseph et Yvette Félix

Par Jacques Brave

Après quatre longues années d'attente, de lutte acharnée, et surtout d'extrême souffrance pour les concernées, leur famille et quasiment la grande communauté du football, le Tribunal arbitral du sport (TAS), ayant son siège à Lausanne, en Suisse et chargé de trancher les litiges entre entités sportives dans le monde entier, a finalement rendu son verdict, dans le procès en appel intenté par les deux anciennes capitaines de l'Équipe nationale. Ces deux gloires haïtiennes travaillaient dans l'encadrement des sélections nationales féminines, et qui ainsi vivaient en pension permanente toute l'année, au Centre FIFA Goal, avec toutes les sélections nationales de jeunes, masculines et féminines, soit environ 700 à 800, âgés de 11 à 20 ans. Ces talents allaient aussi à l'école sur place, aux institutions scolaires de Camp Nous, écoles publiques primaire et secondaire, avec un Circus spécial, ouvert aussi à des jeunes déshérités des environs, fonctionnant sur place avec d'excellents résultats aux examens d'État du ministère de l'Éducation nationale.

Toutes les sanctions FIFA annulées

Ce mercredi 4 décembre donc, la nouvelle est publiée sur le site officiel du TAS, et relayée, confirmée par les avocats suisses des deux grandes footballeuses, qui ont consacré toute leur vie au service du football féminin haïtien. Satisfaction suprême : le verdict est implacable et décide donc de l'annulation de toutes les sanctions de la FIFA contre ces deux grandes figures injustement condamnées dans le scandale fabriqué par des dealers de drogue avec la complicité d'employés de la FHF, Carlo Marcelin et Monique André, en tête Preméus Jasmin, Gisèle, Saint-Hilaire, Wilner Étienne, Roosevelt Ducasse, Euberson Émile, Pierre Chéry, Fénéus Guerrier, Dulia Dupont, Hicaine Lafleur, Élise Obas, etc. ont fait un montage scandaleux

après de la FIFA, qui s'est laissée embarquer dans ce scandale pour attirer la sympathie des organisations féministes, et surtout en a profité pour arrêter l'ascension du football haïtien, qui prenait de la hauteur, et en éliminant de grandes puissances de l'Amérique du Nord, grosses sources d'argent de la FIFA fournissant 90

% de ses droits-TV et la majorité de ses sponsors, d'autant que Mme André, désormais Canadienne, même nationalité que le vice-président de la FIFA, également président de la CONCACAF, qui, trahissant son pays de naissance, a effectué le sale et antinational job, depuis cinq ans, de détruire totalement, comme le promettait l'un des traîtres payés et initiateurs du complot par qui le scandale avait commencé, en



Nella Joseph (jupe verte) récemment à la messe d'anniversaire des 50 ans de son club, As Tigresses-Tigers et Dr Carole Day, Mme M. Graham, Dr Gabriel Timothé, Mme Mercia Desroches, M. Markens Armony, agronome Rachelle Pierre-Louis, Mme Leslie Eugène Larrieux, l'ancienne avant-centre, étoile internationale, Dr Marie Antoinette Gauthier, Arnold Mompoin.

avril-mai 2020. En plus Monique André, outre le fait d'avoir empoché l'argent de près de cinq saisons, sans football 2021, 2022, 2023, 2024, a fait « manger » aussi son Amie Gally Amazan, qui n'était jamais dans un stade de football. La FIFA, pour accentuer l'insulte, la destruction et l'humiliation, a parachuté un obscur Haïtien du nom de Sévère, qui vivait en Belgique, sans aucun lien avec Haïti, et encore moins avec le football, comme dirigeant de la Fédération. Tout était donc bien planifié pour casser l'élan, étouffer et détruire le patriotisme et la passion qui ont permis aux Haïtiens d'être une nation de tête dans le football régional.

Nella Joseph blanchie

Cette victoire judiciaire, qui a créé une grosse satisfaction dans sa famille, dans son Club de toujours

et espérant que ceci convaincra enfin la FIFA que cette tragédie a été créée de toutes pièces par les forces mafieuses qui ont détruit le pays et ces forces qui ont fait d'Haïti un enfer dans tous les secteurs pour s'enrichir et en détruisant toutes les institutions productives susceptibles d'être utilisées pour blanchir les millions

énormes venant des trafics de toute sorte (drogues et organes humains), l'argent du pillage des caisses de l'État, du vol des maisons et des propriétés des honnêtes travailleurs ; le football était ainsi la seule institution de poids, qui résistait encore à la gourmandise des gangsters et bandits de tous poils ; le football, étant reconnu par la population, depuis des années, comme l'une des rares activités qui marchaient au

plus de soixante pages, en moins de 48 heures, après avoir prononcé et publié par trois juges vivant dans des pays différents et ne parlant aucun mot de français.

Deux victoires sur la FIFA

Cette victoire Judiciaire a été obtenue, après une double bataille : La première pour arracher le droit d'appel, puisque les victimes ont été radiées, donc sus-

pendues, à titre provisoire, en octobre 2020, et étaient dans l'attente de l'enquête de la FIFA, qui ne les a jamais contactées, ni interrogées, et donc, en tout cas n'avaient reçu aucune notification officielle concernant leur audition, ni même informées des accusations faites à leur encontre. Elles avaient ainsi appris, des mois après, par voie de presse, leur condamnation par la FIFA. Plus grave encore, ces notifications sur la date du jugement, ni, non plus, la notification du verdict ont été confisquées par la FHF et ne leur ont jamais été expressément transmises par la FHF, alors que le secrétaire général de la FHF avait effrontément menti. Lors des premières délibérations, pour obtenir le droit à un jugement, il a été prouvé que l'adresse e-mail par laquelle le dossier et la date du jugement ont

Condamnées par défaut

Il faut souligner que ces deux anciennes capitaines de l'Équipe nationale féminines, connues pour leur discipline, leur refus de tout compromis sur le plan moral et éthique, ont été condamnées par la Chambre d'éthique de la FIFA, sans avoir été jugées, voire même entendues, même une seule fois. À peu près le même

scénario pour l'ex-président de la Fédération haïtienne de football (FHF). L'éminent médecin-journaliste, Dr Yves Jean-Bart, qui a eu un procès bâclé, expéditif, par vidéo, sans un seul témoin, sans citer, ni même présenter une seule victime, avec, à l'occasion d'un procès expéditif, sans plaidoirie, en effet, pour sortir un verdict de

été signifiés n'existe pas, donc faux. Ainsi elles ont été jugées et condamnées par défaut. Lorsqu'elles en ont pris connaissance, il était trop tard et le délai d'appel avait expiré depuis longtemps !

Scandaleux mensonges !

Donc, fait très grave, les diri-

geants de la FHF, Guerrier Fénéus, Monique André et Marcelin avaient pourtant reçu l'avis concernant le jugement à venir, mais l'ont confisqué à dessein et ont eu l'audace d'insister que ledit document eût été acheminé aux dames, par e-mail aux concernées via une adresse e-mail inexistante, donc encore faux. En réalité autre preuve de complot, ces deux dames, incorruptibles, en réalité ayant été invitées à collaborer à la machination, au sein de la FHF, pour écarter le Comité élu, seule façon pour elles de conserver leur poste et d'éviter d'être sanctionnées, autrement dit d'être victimes. Mais ayant refusé de mentir, elles en ont payé le prix et ont été frappées. Pour Nella Joseph, le secrétaire général racontera avoir été, jusque chez elle, lui remettre le document et exhibera une feuille signée comme accusé de réception. Mais le spécimen de signature était très différent, par rapport à celle de l'accusée, avouant ne l'avoir plus utilisée depuis longtemps. Dans le cas de Mme Félix, la FHF a dit avoir acheminé le document par e-mail, mais Mme Félix avoua n'avoir jamais eu d'adresse e-mail toute sa vie.

Cruel et assassin !

Coach Yvette Félix (maillot jaune), à droite, à côté de Carline Denis, ex-capitaine de la Sélection. Elle a été première footballeuse élue au Comité exécutif de la FHF. Insulte grave ! Mme Denis venait d'être élue responsable du football féminin; la FIFA l'a révoquée avec tous les dirigeants élus, qui venaient des 10 départements et accumulaient tous des décennies comme hauts dirigeants de club dans leur région. À noter un autre grand joueur international, figure de proue du football de Jérémie, Schiller Torchon fraîchement élu, a été révoqué aussi par la FIFA et c'est un des facteurs qui paralysent le football depuis, car les douze personnalités révoquées par la FIFA sont de grandes personnalités, leaders du football national consacrant leur temps et

leurs ressources personnelles, depuis des années, et qui ont été humiliées lors des interventions arrogantes de M. Véron directeur de la FIFA.

Nella et Yvette dans la souffrance

Suite en page 6